

SAMIR AMIN

Les champs de bataille choisis par l'impérialisme contemporain

Les conditions d'une réponse efficace du Sud

Dans l'art de la guerre chacun des belligérants choisit le (ou les) champ de bataille sur le terrain duquel il pense disposer de l'avantage pour conduire son offensive et tente de l'imposer à l'adversaire, qu'il place alors dans une position de défensive. Il en est de même en politique, tant aux niveaux nationaux que dans la conduite des luttes sur les terrains de la géopolitique.

Aujourd'hui, c'est-à-dire depuis une trentaine d'années, les puissances de la triade de l'impérialisme collectif (Etats Unis, Europe occidentale, Japon) ont défini deux terrains du champ des batailles toujours en cours : la « démocratie » et « l'environnement ».

L'objet de ce papier est d'abord d'examiner les concepts et la substance retenus dans les définitions de chacun des deux thèmes choisis par les puissances de la triade et d'en faire l'analyse critique du point de vue des intérêts des peuples, des nations et des Etats visés (les pays du Sud, après ceux de l'ex Est). On rappellera ensuite le rôle de la panoplie des instruments mis en œuvre par les stratégies de l'impérialisme pour conduire sa bataille : la mondialisation « libérale » avec son idéologie d'accompagnement (l'économie conventionnelle), la militarisation de la mondialisation, la "bonne gouvernance", "l'aide", "la guerre au terrorisme" et les guerres préventives, les discours idéologiques d'accompagnement (le post modernisme culturaliste). En contrepoint on fera apparaître les conditions d'une réponse efficace des peuples et des Etats du Sud au défi du redéploiement de l'offensive de l'impérialisme de la triade.

1. La « démocratie », quelle « démocratie » ?

Le coup de génie des diplomaties de l'alliance atlantique a été de choisir le terrain de la « démocratie » pour engager leur offensive qui visait dès le départ le démantèlement de l'Union Soviétique et la reconquête des pays de l'Europe de l'Est. Un choix qui remonte aux années 1970 et s'est progressivement cristallisé dans la mise en place de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe – sigle CSCE – puis la signature de l'Acte final à Helsinki en 1975. Jacques Andreani dans son livre au titre évocateur (*Le Piège, Helsinki et la chute du communisme*; Odile Jacob 2005) explique comment les Soviétiques, qui attendaient de l'accord un désarmement de l'Otan et une détente authentique, ont tout simplement été trompés par leurs partenaires occidentaux. (1)

Il s'agissait bien d'un coup de génie parce que la « question démocratique » était une question vraie et que le moins qu'on puisse dire est que les régimes soviétiques n'étaient certainement pas « démocratiques », quelle que soit la définition retenue pour définir son concept et sa pratique. Les pays de l'Alliance Atlantique, en contrepoint, pouvaient s'auto qualifier de « démocratiques », quelles qu'aient été les limites et les contradictions de leurs pratiques politiques réelles associées à leur soumission aux exigences de la reproduction capitaliste. La comparaison des systèmes opérait visiblement en leur faveur.

Ce discours démocratique devait alors être progressivement substitué à celui que tenaient les soviétiques et leurs alliés, celui de la « coexistence pacifique » associée au « respect » des

pratiques politiques des uns et des autres et au principe de « non ingérence » dans leurs affaires intérieures.

Le discours de la coexistence avait connu ses moments forts. Qu'on se souvienne par exemple de l'écho de l'Appel de Stockholm qui, dans les années 1950, rappelait aux peuples la menace nucléaire réelle impliquée par les options de la diplomatie agressive des Etats Unis, déployées depuis la Conférence de Potsdam (1945), renforcées par les bombardements atomiques du Japon au lendemain même de la Conférence.

Mais simultanément le choix de cette stratégie (coexistence et non ingérence) convenait – ou pouvait convenir selon les moments – aux pouvoirs dominants en place à l'Ouest et à l'Est. Car ce discours faisait accepter comme allant de soi la réalité des qualifications respectives de « capitaliste » et de « socialiste » retenues pour les pays de l'Ouest et de l'Est. Il évacuait toute discussion sérieuse concernant la nature précise de chacun des deux systèmes, c'est-à-dire d'examiner d'une part celle du capitalisme réellement existant de notre époque (le capitalisme des oligopoles) et d'autre part celle du « socialisme réellement existant ». En leur lieu et place l'ONU (avec l'accord tacite des pouvoirs des deux mondes en question) substituait aux vocables de « capitalisme » et « socialisme » ceux de « économies de marché » et « économies centralement planifiées » (ou, pour être méchant « économies administrées »). Ces deux qualificatifs – faux l'un et l'autre (c'est-à-dire vrais en apparence superficielle seulement) – permettaient selon les moments, de placer l'accent sur la « convergence des systèmes », convergence elle-même imposée par la technologie moderne (une thèse – fausse également – procédant d'une conception techniciste moniste de l'histoire), et de donner sa place à la coexistence afin de faciliter cette convergence « naturelle »; ou de placer au contraire l'accent sur l'opposition irréductible entre d'une part le modèle « démocratique » (associé à l'économie de marché) et d'autre part le modèle de « totalitarisme » (produit par l'économie « administrée »), dans les moments de guerre froide.

Le choix de centrer la bataille autour de la « démocratie » permettait de faire l'option d'une « irréductibilité » des systèmes et de n'offrir aux pays de l'Est que la perspective d'une capitulation, par un retour au capitalisme (le « marché ») qui devait alors produire – naturellement – les conditions d'une démocratisation. Que cela n'ait pas été le cas (pour la Russie post soviétique) ou ne l'ait été que dans des formes caricaturales extrêmes (pour les ethnocraties d'ici et là dans l'Est européen) constitue une autre affaire.

On pourrait faire observer que le discours « démocratique » des pays de l'alliance atlantique est récent. Car à l'origine l'OTAN s'est parfaitement accommodé de Salazar, des généraux turcs et des colonels grecs. A la même époque les diplomates de la triade ont soutenu (et souvent mis en place) les pires dictatures que l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie ont connues.

Au départ le nouveau discours démocratique n'a été adopté qu'avec beaucoup de réticences. Beaucoup des responsables politiques majeurs de l'alliance atlantique en voyaient les inconvénients, gênants pour la « real-politik » de leur préférence. Il a fallu Carter à la présidence des Etats Unis (un peu comme Obama aujourd'hui) pour faire comprendre que le sermon « moral » sur le thème démocratique était porteur. Il a fallu Mitterrand en France pour rompre avec la tradition gaulliste de refus de la « coupure » imposée en Europe par la stratégie de guerre froide prônée par les Etats Unis. Il a fallu Gorbatchev en URSS pour ne pas comprendre que le ralliement à ce discours n'était porteur que de la catastrophe garantie.

Le nouveau discours « démocratique » allait donc porter ses fruits. Il est apparu comme suffisamment convaincant pour que les opinions de « gauche » en Europe s’y rallient. Non seulement les gauches électorales (des partis socialistes), mais tout également celles plus radicales à l’origine, dont les partis communistes étaient les héritiers. Avec « l’euro-communisme » le consensus devient général.

Les classes dominantes de la triade impérialiste ont tiré les leçons de leur victoire. Elles ont donc décidé de poursuivre cette stratégie de centrage du débat sur la « question démocratique ». On ne reproche pas à la Chine son ouverture économique extérieure, mais sa gestion politique monopolisée par le parti communiste. On ne tient pas compte des réalisations sociales de Cuba, sans pareilles dans toute l’Amérique latine, mais on ne cesse de stigmatiser son parti unique. Même à l’égard de la Russie de Poutine on tient le même discours.

L’objectif réel de cette stratégie est-il de faire triompher la démocratie ? Il faudrait être bien naïf pour le croire. Le seul objectif est d’imposer aux pays réfractaires « l’économie de marché », ouverte et intégrée dans le système mondial dit libéral, en réalité impérialiste et de soumettre les pays en question au statut de périphéries dominées dans ce système. Un objectif qui, réalisé, devient un obstacle au progrès de la démocratie dans les pays victimes concernés et en aucune manière un moyen d’avancer dans la réponse à la « question démocratique ».

Les chances d’avancées démocratiques dans les pays pratiquant, au moins à l’origine, le « socialisme réellement existant » auraient été bien meilleures, dans le moyen terme sinon dans l’immédiat, en laissant la dialectique des luttes sociales s’y développer par elle-même, ouvrant des perspectives possibles au dépassement des limites de l’héritage de ce « socialisme réellement existant » (de surcroît déformé par le ralliement au moins partiel à l’ouverture économique libérale), à la « sortie du tunnel ».

Au demeurant le thème « démocratique » n’est invoqué que contre les pays récalcitrants à l’ouverture libérale mondialisée. Pour les autres on est moins regardant à l’endroit de leur gestion politique parfaitement autocratique. L’Arabie saoudite, le Pakistan en donnant de beaux exemples. Mais tout également la Géorgie (pro-atlantiste) et beaucoup d’autres.

Au mieux d’ailleurs la formule « démocratique » proposée ne dépasse guère les frontières de la caricature « pluripartiste électorale », non seulement parfaitement dissociée des exigences du progrès social, mais encore toujours – ou presque – associée à la régression sociale que la domination du capitalisme réellement existant (celui des oligopoles) exige et produit. La formule a déjà largement dé-crédibilisé la démocratie à laquelle les peuples en désarroi ont substitué l’adhésion à des illusions passéistes religieuses et ethnicistes.

Il est donc nécessaire plus que jamais de renforcer la critique de gauche *radicale* (je souligne radicale, pour la distinguer de la critique de gauche, confuse et vague). C’est-à-dire d’une critique qui associe et non dissocie démocratisation de la société (et pas seulement de sa pratique de gestion politique) et progrès social (dans une perspective socialiste). Dans cette critique la lutte pour la démocratisation et la lutte pour le socialisme sont indissociables. Pas de socialisme sans démocratie, mais aussi pas de progrès démocratique hors de la perspective socialiste.

2. « L’environnement », ou la perspective socialiste de la valeur d’usage ?

La question écologique et le développement prétendu durable

Là encore le point de départ est la reconnaissance d'un problème vrai, celui de la destruction de l'environnement naturel et, en dernier ressort, la poursuite de la vie sur la Planète, produite par la logique de l'accumulation capitaliste.

Là encore l'émergence de la question remonte aux années 1970, plus exactement à la Conférence de Stockholm de 1972. Mais longtemps minoré, marginalisé dans la panoplie des discours dominants et des pratiques de la gestion de l'économie, cette question ne s'est imposée comme axe central nouveau de la stratégie dominante que relativement récemment.

Plus tard donc, les travaux de Wackernagel et Rees (première publication anglaise, 1996), amorcent une réflexion majeure pour la pensée sociale radicale tournée vers la construction de l'avenir.(2)

Wackernagel et Rees n'ont pas seulement proposé un concept nouveau, celui de **l'empreinte écologique**. Ils ont élaboré un système de **mesure** de celle-ci et inventé à cet effet son unité définie en termes « d'hectare-global », confrontant la bio-capacité des sociétés/pays (leur capacité de produire et reproduire les conditions de la vie sur la planète) à la consommation par ces sociétés/pays des ressources mises à leur disposition par cette bio-capacité.

Les conclusions auxquelles les auteurs sont parvenus sont inquiétantes. A l'échelle de l'humanité la bio-capacité de notre planète est de 2,1 hag par tête (soit pour 6,3 milliards d'habitants de 13,2 milliards hag). Par contre la moyenne mondiale de la consommation de ces capacités était déjà – au milieu des années 1990- de 2,7 hag. Cette « moyenne » masque une dispersion gigantesque, la moyenne pour les pays de la triade ayant déjà atteint un multiple (de l'ordre de 4 fois) de la moyenne mondiale. Une bonne partie de la bio-capacité des sociétés du Sud est captée par et au bénéfice des centres. Autrement dit l'expansion du capitalisme réellement existant est destructeur de la Planète et de l'humanité et la poursuite de la logique de cette expansion exige soit un véritable génocide des peuples du Sud – « en trop » - soit au moins leur maintien dans une pauvreté appelée à s'aggraver sans cesse. Un courant écolo-fasciste se dessine qui donne légitimité à ce type de solution du problème.

L'intérêt de ces travaux va au-delà de leurs conclusions. Car il s'agit là d'un calcul (je dis bien calcul et non pas discours) tenu en termes de la **valeur d'usage** des ressources de la Planète illustré par leur mesure en hectares-globaux (hag), pas en dollars.

La preuve est donc faite que la valeur d'usage sociale peut faire l'objet de calculs parfaitement rationnels. Cette preuve est décisive par sa portée puisque le socialisme est défini en termes de société fondée sur la valeur d'usage et non la valeur d'échange. Et que les défenseurs du capitalisme – fin – de – l'histoire ont toujours tenu le socialisme pour une utopie irréaliste parce que – selon eux – la valeur d'usage ne serait pas mesurable, sauf à la confondre avec la valeur d'échange (fondée sur « l'utilité » dans l'économie vulgaire).

La prise en compte de la valeur d'usage (dont la mesure de l'empreinte écologique constitue un premier bel exemple) implique que le socialisme doit être « écologique », ne peut être qu'écologique comme le proclame Altvater – "*Solar Socialism* » or « *no socialism* »- (3). Mais elle implique aussi que cette prise en compte est impossible dans un système capitaliste quelconque, même « réformé », comme on le verra plus loin.

Marx en son temps n'avait pas seulement soupçonné l'existence du problème en question. Il en avait déjà formulé l'expression de l'existence par la distinction rigoureuse qu'il faisait entre la valeur et la richesse, confondues par l'économie vulgaire. Marx dit explicitement que

l'accumulation capitaliste détruit les bases naturelles sur lesquelles elle se fonde : l'homme (le travailleur aliéné et exploité, dominé et opprimé) et la terre (symbole de la richesse naturelle offerte à l'humanité). Et quelles que soient les limites de cette expression, prisonnière comme toujours de celles de l'époque, elle n'en demeure pas moins la manifestation d'une conscience lucide du problème (au-delà de l'intuition) qui mérite d'être reconnue.

Il est donc regrettable que les écologistes de notre époque, Wackernagel et Rees inclus, n'aient pas lu Marx. Cela leur aurait permis d'aller plus loin dans leurs propres propositions, d'en mieux saisir la portée révolutionnaire, et même, évidemment, d'aller plus loin que Marx lui-même sur ce sujet.

Cette déficience de l'écologie moderne facile sa capture par l'idéologie de l'économie vulgaire en position dominante dans le monde contemporain. Cette capture est déjà en cours, et même bien avancée.

L'écologie politique (comme celle proposée par Alain Lipietz) se situait à l'origine dans l'éventail de la gauche politique, « pro-socialiste ». Par la suite les mouvements (puis partis) « verts » se sont classés dans le centre gauche, par l'expression de leurs sympathies envers la justice sociale et internationale, la critique du « gaspillage », la sensibilité au sort des travailleurs et des peuples « pauvres ». Mais, au-delà de la diversité de ces mouvements, on devra constater qu'aucun d'entre eux n'avait établi une relation rigoureuse entre la dimension socialiste authentique nécessaire en réponse au défi et celle de la prise en compte non moins nécessaire de sa dimension écologique. Pour y parvenir on ne peut pas faire l'impasse sur la distinction valeur/richeesse qui trouve son origine chez Marx.

La capture de l'écologisme par l'idéologie vulgaire opère sur les deux plans : d'une part par la réduction du calcul en valeurs d'usage à un calcul en valeurs d'échange « amélioré », et d'autre part par l'intégration du défi écologique dans l'idéologie du « consensus ». L'une et l'autre de ces opérations annihilent la prise de conscience lucide qu'écologie et capitalisme sont antagoniques par nature.

La capture du calcul écologique par l'économie vulgaire avance à pas de géants. Des milliers de jeunes chercheurs, aux Etats Unis et par imitation en Europe, sont mobilisés à cet effet.

Les « coûts écologiques » sont, dans cet esprit, assimilés à des économies externes. La méthode vulgaire du calcul coûts/bénéfices propre à la mesure de la valeur d'échange (elle-même confondue avec le prix du marché) est alors mobilisée pour définir un « prix juste » intégrant les économies et les déséconomies externes. Et le tour est joué.

Bien entendu les travaux – fortement mathématisés – conduits dans le cadre de cette méthode traditionnelle de l'économie vulgaire ne disent pas comment le « prix juste » calculé pourrait devenir celui du marché réellement existant. On imagine donc que des « incitations », fiscales et autres, pourraient être suffisamment efficaces pour produire cette convergence. La preuve qu'il pourrait en être ainsi est absente.

En fait, on le voit déjà, les oligopoles se sont emparés de l'écologisme pour justifier l'ouverture de champs nouveaux à leur expansion destructrice. François Houtart en a donné une illustration décisive dans son ouvrage sur les agro carburants.(4) Le « capitalisme vert » est désormais l'objet des discours obligatoires des hommes/femmes de pouvoirs dans la triade

(de droite et de gauche) et des dirigeants des oligopoles. L'écologisme en question est bien entendu conforme à la vision dite de la « soutenabilité faible » -jargon d'usage – (5), c'est-à-dire de la marchandisation des « droits à l'accès aux ressources de la planète ». Tous les économistes conventionnels se rallient ouvertement à cette position, en proposant « la mise aux enchères des ressources mondiales (pêche, permis de polluer ...) ». Une proposition qui revient tout simplement à soutenir les oligopoles dans leurs ambitions d'hypothéquer davantage l'avenir des peuples du Sud.

Cette capture du discours écologiste rend de beaux services à l'impérialisme. Car elle permet de marginaliser, pour ne pas dire simplement d'évacuer, la question du développement. Comme on le sait la question du développement n'a été à l'ordre du jour de l'agenda international que lorsque les pays du Sud étaient en mesure de l'imposer par leurs initiatives propres, contraignant les puissances de la triade à négocier et faire des concessions. La page de l'ère de Bandung tournée, il n'a plus été question de développement, mais seulement d'ouverture des marchés. Et l'écologie, entendue comme elle l'est par les pouvoirs dominants, vient à point pour prolonger cet état de fait.

La capture du discours écologiste par la culture politique du consensus (expression nécessaire de la conception du capitalisme – fin – de – l'histoire) n'est pas moins avancée.

Cette capture emprunte la voie facile. Car elle répond aux aliénations et illusions dont se nourrit la culture dominante, qui est celle du capitalisme. Voie facile parce que cette culture existe réellement, est en place, et en place dominante dans l'esprit de la majorité des êtres humains, au Sud comme au Nord.

En contrepoint l'expression des exigences de la contre culture du socialisme engage dans une voie difficile. Car la culture du socialisme n'est pas là, devant nous. Elle est futur à inventer, projet de civilisation, ouverte à l'imaginaire inventif. Des formules (comme « la socialisation par la démocratie et non par le marché » ; « la dominance de la culture substituée à celle de l'économique et de la politique à son service »), ne suffisent pas, en dépit de la puissance qu'elles ont pour amorcer le processus historique de la transformation. Car il s'agit d'un processus long, « séculaire », la reconstruction des sociétés sur d'autres principes que ceux du capitalisme tant au Nord qu'au Sud, ne pouvant être imaginée « rapide ». Mais la construction de l'avenir, même lointain, commence aujourd'hui.

3. L'économie conventionnelle, instrument idéologique central au service de la reproduction capitaliste

Le discours de l'économie conventionnelle qualifie le système en place « d'économie de marché », une qualification insuffisante et même trompeuse comme on l'a déjà dit plus haut, qui conviendrait pour décrire tout également l'Angleterre du XIXe siècle que la Chine des Sung et des Mings, les villes italiennes de la Renaissance.

La théorie de « l'économie de marché » a toujours constitué la colonne vertébrale de « l'économie vulgaire », pour reprendre la qualification puissante que Marx en a déduit de sa critique radicale. La théorie en question évacue d'emblée et intégralement la réalité essentielle – les rapports sociaux de production (en particulier la propriété comme expression immédiate de ces rapports, érigée en principe sacralisée) – pour lui substituer l'hypothèse d'une société constituée « d'individus » (devenus de ce fait en dernière analyse les agents actifs de la reproduction du système et de son évolution). Ces « individus » (l'homo oeconomicus) sont

anhistoriques, identiques à eux-mêmes depuis l'origine de l'humanité (Robinson), porteurs des mêmes qualités inchangées (l'égoïsme et la capacité de calculer et de faire des choix à son service). La construction bâtie sur ces fondements – « l'économie de marché » - ne correspond donc pas à une formulation stylisée du monde du capitalisme historique et réel. Il s'agit de la construction d'un système imaginaire qui n'intègre pratiquement rien d'essentiel de ce qui caractérise la réalité capitaliste.

La critique du *Capital* dévoile la nature idéologique (au sens fonctionnel du terme) de cette construction de l'économie vulgaire depuis Bastiat et Jean Baptiste Say, dont la fonction est simplement de légitimer l'ordre social en place, en l'assimilant à un « ordre naturel et rationnel ». Les théories ultérieures de la valeur – utilité et de l'équilibre économique général développées en réponse à Marx dans le troisième tiers du XIXe siècle et celles de leur héritier tardif, l'économie « mathématisée » contemporaine qualifiée de classique, néoclassique, libérale, néolibérale (ces qualifications n'importent pas), ne sortent pas du cadre défini par les principes fondamentaux de l'économie vulgaire.

Le discours de l'économie vulgaire conforte les exigences de la production et de la reproduction du capitalisme réellement existant.

Il promeut au devant de la scène l'éloge exclusif de la « compétition » considérée comme la condition incontournable du « progrès », qualité refusée à la solidarité (en dépit des témoignages de l'histoire), elle-même enfermée dans le corset étroit de la compassion et de la charité. Qu'il s'agisse de la concurrence entre « producteurs » (capitalistes, sans grande attention portée à la forme oligopolistique de la production capitaliste contemporaine), ou même entre « travailleurs » (ce qui suppose que le chômeur, ou le « pauvre », est responsable de sa situation). Le langage nouveau (« les partenaires sociaux » en lieu et place des classes en conflit) comme les pratiques –entre autre du Tribunal de l'Union Européenne farouche partisan du démantèlement des syndicats, obstacle à la concurrence entre travailleurs) – confortent l'exclusivité de la « compétition ».

A son tour l'adoption du principe exclusif de la compétition invite la société à se rallier à l'objectif de la construction d'un « consensus » qui exclut de la perspective l'imaginaire d'une « autre société », fondée sur la solidarité. Cette idéologie de la société de consensus qui est désormais en passe d'être adoptée en Europe, annihile la portée transformatrice du message démocratique. Elle véhicule le message libertaire de droite qui considère l'Etat – quel qu'il soit – comme « l'ennemi de la liberté » (entendre l'ennemi de la liberté d'entreprise du capital). Elle dissocie la pratique de la démocratie castrée du progrès social.

4. Au-delà de l'économie vulgaire, les véritables problèmes du monde contemporain

L'économie vulgaire évacue tout simplement du champ de ses « analyses » les véritables questions majeures posées par le déploiement du capitalisme historique dans sa conquête du monde, des questions dont nous rappellerons brièvement la nature dans ce qui suit.

Au cœur du problème contemporain : le capitalisme des oligopoles, généralisé, mondialisé et financiarisé

Le capitalisme est parvenu à un stade de centralisation et de concentration du capital sans commune mesure avec ce qu'il en était il y a seulement une cinquantaine d'années, et que je qualifie pour cette raison de capitalisme des oligopoles généralisé. Car d'évidence les « monopoles » (ou mieux les oligopoles) ne sont en aucune manière des inventions nouvelles dans l'histoire des temps modernes. Ce qui est par contre récent, nouveau, c'est le fait qu'un

nombre limité et recensé d'oligopoles (« groupes »), de l'ordre de 500 si on ne retient que les plus gigantesques d'entre eux et 3 à 5.000 si on en dresse la liste quasi exhaustive, déterminent désormais seuls par leurs décisions l'ensemble de la vie économique de la planète, et davantage. Ce capitalisme des oligopoles généralisé constitue de ce fait un saut qualitatif dans l'évolution générale du capitalisme.

La raison retenue – et généralement la seule – pour rendre compte de cette évolution est que celle-ci est le produit nécessaire du progrès des technologies. Cela n'est que très partiellement vrai ; et encore faudrait-il préciser que l'invention technologique est elle-même commandée dans une large mesure par les exigences de sa mise au service de la concentration et du gigantisme. Pour de nombreuses productions, l'efficacité non seulement n'exige pas la gigantesque mais au contraire la « petite » et « moyenne » entreprise. Il en est ainsi par exemple pour la production agricole, où l'agriculture familiale moderne s'avère de loin la plus efficace. Mais il en est ainsi pour beaucoup d'autres productions de biens et services, néanmoins désormais soumis aux oligopoles qui en déterminent les conditions de la survie nécessaire.

La raison véritable majeure de ce processus se situe ailleurs : dans la recherche du profit maximal qui avantage les groupes puissants bénéficiaires de l'accès prioritaire exclusif aux marchés des capitaux. La concentration en question est toujours venue en réponse du capital aux crises longues et profondes qui ont marqué son histoire. Pour les temps récents une première fois à la crise amorcée dans les années 1870, une seconde fois à celle amorcée un siècle exactement plus tard dans les années 1970.

La concentration en question est à l'origine de la « financiarisation » du système. Car celle-ci est le moyen par lequel les oligopoles parviennent à ponctionner sur la plus value globale produite dans le système de production une « rente de monopole » qui permet de relever dans des proportions considérables les taux de profit des groupes oligopolistiques concernés. Cette ponction est obtenue par l'accès exclusif des oligopoles aux marchés monétaires et financiers qui deviennent de ce fait les marchés dominants.

La « financiarisation » n'est donc en aucune manière le produit d'une dérive regrettable associée à la « dérégulation » des marchés financiers, encore moins « d'accidents » (comme les subprime) sur lesquels l'économie vulgaire et le discours politique d'accompagnement concentrent l'attention. Elle est une exigence nécessaire à la reproduction du système des oligopoles généralisé. Autrement dit tant qu'on ne remet pas en question le statut (« privé ») de ces oligopoles il est vain de parler de « régulation » (audacieuse) des marchés financiers.

Le capitalisme des oligopoles généralisé et financiarisé est tout également mondialisé.

Ici encore la « mondialisation » n'est par elle-même en aucune manière une caractéristique nouvelle du capitalisme, qui a toujours été « mondialisée ». Je suis même allé plus loin dans la qualification de la mondialisation capitaliste, et placé l'accent sur son caractère « polarisant » inhérent à sa nature (producteur du contraste croissant entre les centres « développés » du système et ses périphéries dominées), et ce à toutes les étapes de l'expansion capitaliste, du passé, du présent et du futur visible. J'ai tout également avancé la thèse que la phase nouvelle de la mondialisation était associée nécessairement à l'émergence d'un « impérialisme collectif de la triade » (Etats Unis, Europe, Japon).

La mondialisation nouvelle est elle-même indissociable du contrôle exclusif de l'accès aux ressources naturelles de la planète exercé par les pays de l'impérialisme collectif. De ce fait la

contradiction centre/périphéries – le conflit Nord/Sud dans le langage courant – s’affirme comme centrale dans les transformations possibles du capitalisme réellement existant de notre époque. Et ce à un degré encore plus marqué que par le passé, qui exige à son tour l’exercice par le centre impérialiste collectif d’un « contrôle militaire de la planète ».

Les différentes « crises systémiques » observées et analysées – le caractère énergétivore des systèmes de production, la crise agricole et alimentaire etc. – sont indissociables des exigences de la reproduction du capitalisme des oligopoles généralisé, financiarisé et mondialisé. En l’absence de remise en question du statut des oligopoles en question, les formulations de politiques adéquates pour donner une solution à ces « crises systémiques » - les formulations concernant le « développement durable » - demeurent des bavardages futiles.

Le capitalisme des oligopoles généralisé, financiarisé et mondialisé est devenu de ce fait un système « obsolète ». Dans le sens précis que la socialisation des oligopoles en question, c’est-à-dire l’abolition de leur statut privé, doit constituer désormais l’objectif stratégique incontournable dans l’analyse critique authentique du monde réel. En son absence le système par lui-même ne peut produire que des effets destructifs de plus en plus barbares et criminels. Destruction de la planète elle-même peut être. Destruction des sociétés de la périphérie avec certitude, de celles des pays dits « émergents » comme de celles des pays « marginalisés ».

Le caractère obsolète du système parvenu au stade contemporain de son évolution est lui-même indissociable des transformations concernant l’architecture des classes dirigeantes (« bourgeoisies »), la pratique politique, l’idéologie et l’expression de la culture politique. La (ou les) bourgeoisie historique disparaît de la scène, remplacée désormais par la ploutocratie des « patrons » des oligopoles. La dérive de la pratique de la démocratie vidée de contenu, l’émergence d’expressions idéologiques ultra réactionnaires accompagnent nécessairement le caractère obsolète du capitalisme contemporain.

L’exercice de la domination des oligopoles opère dans la triade impérialiste centrale et dans les pays des périphéries du système dans des conditions et par des moyens différents. Cette différence est décisive, essentielle pour identifier les contradictions majeures du système et à partir de là imaginer les évolutions possibles du conflit Nord/Sud, appelé à prendre de l’ampleur.

La triade de l’impérialiste collectif rassemble les Etats Unis et leurs provinces extérieures (Canada et Australie), l’Europe occidentale et centrale, le Japon. Les oligopoles mondialisés sont tous les produits de la concentration du capital national dans les pays qui constituent la triade. On reviendra plus loin sur les oligopoles nationaux des pays du Sud. Les pays de l’Europe orientale, même ceux qui appartiennent désormais à l’Union Européenne, ne disposent pas par eux même mêmes de leurs propres oligopoles « nationaux », et de ce fait ne constituent qu’un champ d’expansion pour les oligopoles de l’Europe occidentale (en particulier de l’Allemagne). Ils relèvent donc du statut de périphérie. Leur rapport asymétrique à l’Europe occidentale est mutatis mutandis analogue à celui qui lie l’Amérique latine aux Etats Unis (et accessoirement à l’Europe occidentale et au Japon).

Dans la triade les oligopoles occupent toute la scène de la décision économique. Leur domination s’exerce directement sur toutes les entreprises gigantesques de production de biens et services comme sur les institutions financières (banques et autres) qui relèvent de leur pouvoir. Elle s’exerce indirectement sur l’ensemble des petites et moyennes entreprises (dans l’agriculture comme dans les autres domaines de la production), souvent réduites au statut de sous traitants, toujours soumises aux contraintes dans lesquelles les oligopoles les enferment

en amont et en aval. Par ailleurs les oligopoles de la triade opèrent dans les pays des périphéries selon des modalités qu'on retrouvera plus loin.

Les oligopoles ne dominent pas seulement la vie économique des pays de la triade. Ils monopolisent à leur profit le pouvoir politique ; et les partis politiques électoraux (de droite et de gauche) sont devenus leurs débiteurs. Cette position est, pour l'avenir visible, acceptée comme « légitime » (en dépit de la dégradation de la démocratie qu'elle implique). Elle ne sera menacée que lorsque, dans un avenir plus lointain peut être, des « fronts anti-ploutocratiques » seront parvenus à mettre à l'ordre du jour l'abolition de la gestion privée des oligopoles et leur socialisation, dans des formes complexes et évolutives ouvertes.

Les formes et moyens de l'exercice du pouvoir des oligopoles dans les périphéries sont tout autre. Certes les délocalisations franches et les pratiques de sous traitance en expansion ont donné aux oligopoles de la triade des pouvoirs d'intervention directe dans la vie économique des pays en question. Mais ceux-ci demeurent des pays indépendants dominés par des classes dirigeantes locales à travers lesquelles les oligopoles de la triade sont contraints d'opérer. L'éventail des formules d'opérations des rapports entre les oligopoles et les classes dirigeantes locales est largement ouvert. Ces formules vont de la pleine soumission directe de ces dernières, dans les pays « compradorisés » (« re-colonisés ») notamment dans les périphéries « marginalisées » (Afrique en particulier, mais pas exclusivement), à la négociation parfois difficile (avec concessions mutuelles obligatoires) – avec les classes dirigeantes, notamment des pays « émergents », Chine en premier lieu.

Il existe des oligopoles dans les pays du Sud. Cela a été le cas des grands ensembles publics dans les systèmes antérieurs du socialisme réellement existant (en Chine bien entendu, comme dans l'ex Union Soviétique, mais aussi à une échelle de taille plus modeste à Cuba et au Viet Nam). Cela a été le cas en Inde, au Brésil et ailleurs dans le Sud « capitaliste » : certains de ces oligopoles ayant le statut public ou semi public, d'autres privés. Avec l'approfondissement de la mondialisation certains de ces oligopoles (publics ou privés) ont amorcé leur intervention hors de leurs frontières, et reproduit les méthodes mises en œuvre par les oligopoles de la triade. Néanmoins les interventions des oligopoles du Sud hors de leurs frontières demeurent – et demeureront pour longtemps – marginales comparativement à celles du Nord. Par ailleurs les oligopoles du Sud n'ont pas capté à leur profit exclusif le pouvoir politique dans leurs pays respectifs. En Chine la statocratie du Parti-Etat constitue toujours le noyau essentiel du pouvoir. En Russie le mix Etat-oligarchie privées a restitué à l'Etat un pouvoir autonome perdu un moment après l'effondrement de l'URSS. En Inde, au Brésil et dans d'autres pays du Sud le poids de l'oligarchie privée n'est pas exclusif : le pouvoir est assis sur des blocs hégémoniques plus larges, intégrant notamment des bourgeoisies nationales, des classes moyennes, des propriétaires latifundiaires modernisés, des paysans riches.

L'ensemble de ces conditions réelles interdit de confondre l'Etat dans la triade (au service exclusif de l'oligarchie et toujours légitime) et l'Etat dans les périphéries. Celui-ci ne bénéficie jamais du même degré de légitimité que dans les centres, et peut parfaitement perdre intégralement celle-ci. Les pouvoirs en place tels qu'ils sont demeurent de ce fait fragiles, vulnérables aux luttes sociales et politiques.

L'hypothèse que cette vulnérabilité serait « transitoire » et appelée à s'atténuer avec le développement du capitalisme local lui-même inscrit dans la mondialisation, qui procède de la vision linéaire des « étapes du développement » (formulée par Rostow en 1960) est indiscutablement erronée, même pour les pays « émergents ». Mais la pensée conventionnelle

et l'économie vulgaire ne sont pas équipées intellectuellement pour comprendre que le « rattrapage » dans le système est impossible, que l'écart centres/périphéries n'est pas appelé à s'effacer « graduellement ».

Les oligopoles et les pouvoirs politiques à leur service dans les pays de la triade poursuivent l'objectif exclusif de « sortir de la crise financière » et de restaurer le système tel qu'il était pour l'essentiel. Il y a de bonnes raisons de penser que cette restauration – en cas de succès, ce qui n'est pas impossible quoique plus difficile qu'on ne le pense généralement – ne pourrait être durable, car elle implique la remise en route de l'expansion financière, moyen incontournable pour les oligopoles de capter à leur profit une rente de monopole. Un nouvel effondrement financier, encore plus fracassant que celui de 2008, serait donc probable. Mais au-delà même de ces considérations la restauration du système, destinée à permettre la reprise de l'expansion du champ des activités des oligopoles, impliquerait l'aggravation des processus d'accumulation par dépossession des peuples du Sud (par la capture de leurs ressources naturelles, y compris de leurs terres agricoles). Et les discours écologistes concernant « le développement durable » ne pèseront pas lourds face aux logiques de l'expansion des oligopoles, tout à fait capables de paraître les « adopter » dans leur rhétorique comme on le voit déjà.

Les victimes principales de cette « reprise » seraient les nations du Sud, pays « émergents » et autres.

Dans ces conditions on peut imaginer que les « conflits Nord/Sud » sont appelés à prendre beaucoup d'ampleur dans les années à venir. Les réponses que le « Sud » donnera à ces défis pourraient alors constituer l'axe majeur de la remise en question du système mondialisé. Une remise en question qui n'est pas directement celle du « capitalisme » mais qui est assurément celle de la mondialisation commandée par la domination des oligopoles.

La substance de ces réponses du Sud devrait donc être précisée dans une perspective de contribution à armer les peuples et les Etats du Sud face à l'agression des oligopoles de la triade, faciliter leur « déconnexion » relative par rapport au système de la mondialisation en place, promouvoir des alternatives de coopération Sud-Sud multiples conséquentes.

La remise en question du statut privatif des oligopoles par les peuples du Nord eux-mêmes (le « front antiploutocratique ») constitue certes l'objectif stratégique incontournable des luttes pour l'émancipation des travailleurs et des peuples. Mais la maturation politique de cet objectif demeure malheureusement distante, peu probable dans l'avenir visible. Et de ce fait les conflits Nord/Sud sont appelés probablement à occuper le devant de la scène.

Le capitalisme, une parenthèse dans l'histoire

Le principe de l'accumulation sans fin qui définit le capitalisme est synonyme de croissance exponentielle, et celle-ci, comme le cancer, conduit à la mort. Stuart Mill, qui l'avait compris, imaginait qu'un « état stationnaire » mettrait un terme à ce processus irrationnel. Keynes partageait cet optimisme de la Raison. Mais ni l'un ni l'autre n'était équipé pour comprendre comment le dépassement nécessaire du capitalisme pourrait s'imposer. Marx, en donnant toute sa place à la nouvelle lutte des classes, pouvait par contre imaginer le renversement du pouvoir de la classe capitaliste, concentré aujourd'hui dans les mains de l'oligarchie.

L'accumulation, synonyme également de paupérisation, dessine le cadre objectif des luttes contre le capitalisme. Mais celle-ci s'exprime principalement par le contraste grandissant entre l'opulence des sociétés du centre, bénéficiaires de la rente impérialiste et la misère de

celles des périphéries dominées. Ce conflit devient de ce fait l'axe central de l'alternative «socialisme ou barbarie ».

Le capitalisme historique "réellement existant" est associé à des formes successives d'accumulation par dépossession, non pas seulement à l'origine (« l'accumulation primitive ») mais à toutes les étapes de son déploiement. Une fois constitué, ce capitalisme « atlantique » est parti à la conquête du monde et l'a refaçonné sur la base de la permanence de la dépossession des régions conquises, devenant de ce fait les périphéries dominées du système.(6)

Cette mondialisation « victorieuse » a prouvé être incapable de s'imposer d'une manière durable. Un demi siècle à peine après son triomphe, qui pouvait déjà paraître inaugurer la « fin de l'histoire », elle était déjà remise en cause par la révolution de la semi périphérie russe et les luttes (victorieuses) de libération de l'Asie et de l'Afrique qui ont fait l'histoire du XX ième siècle – la première vague de luttes pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

L'accumulation par dépossession se poursuit sous nos yeux dans le capitalisme tardif des oligopoles contemporains. Dans les centres la rente de monopole dont bénéficient les ploutocraties oligopolistiques est synonyme de dépossession de l'ensemble de la base productive de la société. Dans les périphéries cette dépossession paupérisante se manifeste par l'expropriation des paysanneries et par le pillage des ressources naturelles des régions concernées. L'une et l'autre de ces pratiques constituent les piliers essentiels des stratégies d'expansion du capitalisme tardif des oligopoles.

Dans cet esprit, je place la « nouvelle question agraire » au cœur du défi pour le XXIe siècle. La dépossession des paysanneries (d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine) constitue la forme majeure contemporaine de la tendance à la paupérisation (au sens que Marx donne à cette « loi ») associée à l'accumulation. Sa mise en œuvre est indissociable des stratégies de captation de la rente impérialiste par les oligopoles, avec ou sans agro carburants. J'en déduis que le développement des luttes sur ce terrain, les réponses qui seront données à travers elles à l'avenir des sociétés paysannes du Sud (presque la moitié de l'humanité) commanderont largement la capacité ou non des travailleurs et des peuples à produire des avancées sur la route de la construction d'une civilisation authentique, libérée de la domination du capital, pour laquelle je ne vois pas d'autre nom que celui du socialisme.(7)

Le pillage des ressources naturelles du Sud qu'exige la poursuite du modèle de consommation gaspilleuse au bénéfice exclusif des sociétés opulentes du Nord annihile toute perspective de développement digne de ce nom pour les peuples concernés et constitue de ce fait l'autre face de la paupérisation à l'échelle mondiale. Dans cet esprit la « crise de l'énergie » n'est pas le produit de la raréfaction de certaines des ressources nécessaires à sa production (le pétrole bien entendu), ni davantage le produit des effets destructeurs des formes énergétivores de production et de consommation en vigueur. Cette description – correcte – ne va pas au-delà des évidences banales et immédiates. Cette crise est le produit de la volonté des oligopoles de l'impérialisme collectif de s'assurer le monopole de l'accès aux ressources naturelles de la planète, que celles-ci soient rares ou pas, de manière à s'approprier la rente impérialiste, quand bien même l'utilisation de ces ressources demeurerait ce qu'elle est (gaspilleuse, énergétivore) ou serait soumise à des politiques « écologistes » correctives nouvelles. J'en déduis également que la poursuite de la stratégie d'expansion du capitalisme tardif des oligopoles se heurtera nécessairement à la résistance grandissante des nations du Sud.

D'une longue crise à l'autre

La crise actuelle n'est ni une crise financière, ni la somme de crises systémiques multiples, mais la crise du capitalisme impérialiste des oligopoles, dont le pouvoir exclusif et suprême risque d'être remis en question, cette fois encore, à la fois par les luttes de l'ensemble des classes populaires et par celles des peuples et nations des périphéries dominées, fussent elles en apparence « émergentes ». Elle est simultanément une crise de l'hégémonie des Etats-Unis. Capitalisme des oligopoles, pouvoir politique des oligarchies, mondialisation barbare, financiarisation, hégémonie des Etats-Unis, militarisation de la gestion de la mondialisation au service des oligopoles, déclin de la démocratie, pillage des ressources de la planète, abandon de la perspective du développement du Sud sont indissociables.

Le vrai défi est donc le suivant : ces luttes parviendront-elles à converger pour ouvrir la voie – ou des voies – sur la longue route à la transition au socialisme mondial ? Ou demeureront-elles séparées les unes des autres, voire entreront-elles en conflit les unes contre les autres, et de ce fait, inefficaces, laissant l'initiative au capital des oligopoles ?

Il est bon de revenir sur la première longue crise du capitalisme, qui a façonné le XX^{ième} siècle, tant le parallèle entre les étapes du développement de ces deux crises est saisissant.

Le capitalisme industriel triomphant du XIX^{ième} siècle entre en crise à partir de 1873. Les taux de profits s'effondrent, pour les raisons mises en évidence par Marx. Le capital réagit par un double mouvement de concentration et d'expansion mondialisée. Les nouveaux monopoles confisquent à leur profit une rente prélevée sur la masse de la plus value générée par l'exploitation du travail. Ils accélèrent la conquête coloniale de la planète. Ces transformations structurelles permettent un nouvel envol des profits. Elles ouvrent la « belle époque » - de 1890 à 1914 – qui est celle d'une domination mondialisée du capital des monopoles financiarisés. Les discours dominants de l'époque font l'éloge de la colonisation (la « mission civilisatrice »), qualifient la mondialisation de synonyme de paix, et la social démocratie ouvrière européenne se rallie à ce discours.

Pourtant la « belle époque », annoncée comme la « fin de l'histoire » par les idéologues en vue de l'époque, se termine par la guerre mondiale, comme seul Lénine l'avait vu. Et la période qui suit pour se poursuivre jusqu'aux lendemains de la seconde guerre mondiale sera celle de « guerres et révolutions ». En 1920, la révolution russe (le « maillon faible » du système) ayant été isolée, après la défaite des espoirs de révolution en Europe centrale, le capital des monopoles financiarisés restaure contre vents et marées le système de la « belle époque ». Une restauration, dénoncée par Keynes à l'époque, qui est à l'origine de l'effondrement financier de 1929 et de la dépression qu'elle va entraîner jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Le « long XX^{ième} siècle » - 1873/1990 – est donc à la fois celui du déploiement de la première crise systémique profonde du capitalisme vieillissant (au point que Lénine pense que ce capitalisme des monopoles constitue la « phase suprême du capitalisme »), et celui d'une première vague triomphante de révolutions anti capitalistes (Russie, Chine) et de mouvements anti impérialistes des peuples d'Asie et d'Afrique.

La seconde crise systémique du capitalisme s'ouvre en 1971, avec l'abandon de la convertibilité or du dollar, presque exactement un siècle après le début de la première. Les taux de profit, d'investissement, et de croissance s'effondrent (ils ne retrouveront jamais depuis les niveaux qui avaient été les leurs de 1945 à 1975). Le capital répond au défi comme

dans la crise précédente par un double mouvement de concentration et de mondialisation. Il met ainsi en place des structures qui définiront la seconde « belle époque » (1990/2008) de mondialisation financiarisée permettant aux groupes oligopolistiques de prélever leur rente de monopole. Mêmes discours d'accompagnement : le « marché » garantit la prospérité, la démocratie et la paix ; c'est la « fin de l'histoire ». Mêmes ralliements des socialistes européens au nouveau libéralisme. Et pourtant cette nouvelle « belle époque » s'est accompagnée dès le début par la guerre, celle du Nord contre le Sud, amorcée dès 1990. Et tout comme la première mondialisation financiarisée avait donné 1929, la seconde a produit 2008. Nous sommes parvenus aujourd'hui à ce moment crucial qui annonce la probabilité d'une nouvelle vague de « guerres et révolutions ». D'autant que les pouvoirs en place n'envisagent rien d'autre que la restauration du système tel qu'il était avant son effondrement financier.

L'analogie entre les développements de ces deux crises systémiques longues du capitalisme vieillissant est frappante. Il y a néanmoins des différences dont la portée politique est importante.

La seconde vague d'émancipation des peuples : un « remake » du XX^{ème} siècle ou mieux ?

Le monde contemporain est gouverné par des oligarchies. Oligarchies financières aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, qui dominent non seulement la vie économique, mais tout autant la politique et la vie quotidienne. Oligarchies russes à leur image que l'Etat russe tente de contrôler. Statocratie en Chine. Autocraties (parfois cachées derrière quelques apparences d'une démocratie électorale « de basse intensité ») inscrites dans ce système mondial ailleurs dans le reste de la planète.

La gestion de la mondialisation contemporaine par ces oligarchies est en crise.

Les oligarchies du Nord comptent bien rester au pouvoir, le temps de la crise passé. Elles ne se sentent pas menacées. Par contre la fragilité des pouvoirs des autocraties du Sud est, elle, bien visible. La mondialisation en place est, de ce fait, fragile. Sera-t-elle remise en question par la révolte du Sud, comme ce fut le cas au siècle passé ? Probable. Mais insuffisant. Car l'humanité se s'engagera sur la voie du socialisme, seule alternative humaine au chaos, que lorsque les pouvoirs des oligarchies, de leurs alliés et de leurs serviteurs seront mis en déroute à la fois dans les pays du Nord et dans ceux du Sud.

Le capitalisme est « libéral » par nature, si l'on entend par « libéralisme » non pas ce joli qualificatif que le terme inspire, mais l'exercice plein et entier de la domination du capital non pas seulement sur le travail et l'économie, mais sur tous les aspects de la vie sociale. Il n'y a pas « d'économie de marché » (expression vulgaire pour dire capitalisme) sans « société de marché ». Le capital poursuit obstinément cet objectif unique. L'Argent. L'accumulation pour elle-même. Marx, mais après lui d'autres penseurs critiques comme Keynes, l'ont parfaitement compris. Pas nos économistes conventionnels, ceux de gauche inclus.

Ce modèle de domination exclusive et totale du capital avait été imposé avec obstination par les classes dirigeantes tout au long de la longue crise précédente jusqu'en 1945. Seule la triple victoire de la démocratie, du socialisme et de la libération nationale des peuples avait permis, de 1945 à 1980, la substitution à ce modèle permanent de l'idéal capitaliste, de la coexistence conflictuelle des trois modèles sociaux régulés qu'ont été le Welfare State de la social démocratie à l'Ouest, les socialismes réellement existants à l'Est et les nationalismes

populaires au Sud. L'essoufflement puis l'effondrement de ces trois modèles a par la suite rendu possible un retour à la domination exclusive du capital, qualifiée de néo libérale.

Les désastres sociaux que le déploiement du libéralisme – « l'utopie permanente du capital » ais-je écrit – n'allait pas manquer de provoquer ont inspiré bien des nostalgies du passé récent ou lointain. Mais ces nostalgies ne permettent pas de répondre au défi. Car elles sont le produit d'un appauvrissement de la pensée critique théorique qui s'était progressivement interdit de comprendre les contradictions internes et les limites des systèmes de l'après seconde guerre mondiale, dont les érosions, les dérives et les effondrements sont apparus comme des cataclysmes imprévus.

Néanmoins, dans le vide créé par ces reculs de la pensée théorique critique, une prise de conscience de dimensions nouvelles de la crise systémique de civilisation a trouvé le moyen de se frayer la voie. Je fais référence ici aux écologistes. Mais les Verts, qui ont prétendu se distinguer radicalement et tout également des Bleus (les conservateurs et les libéraux) et des Rouges (les Socialistes) se sont enfermés dans l'impasse, faute d'intégrer la dimension écologique du défi dans une critique radicale du capitalisme.

Tout était en place donc pour assurer le triomphe – passager en fait, mais qui s'est vécu comme « définitif » - de l'alternative dite de la « démocratie libérale ». Une pensée misérable – une véritable non pensée – qui ignore ce que pourtant Marx avait dit de décisif concernant cette démocratie bourgeoise qui ignore que ceux qui décident ne sont pas ceux qui sont concernés par ces décisions. Ceux qui décident, jouissent de la liberté renforcée par le contrôle de la propriété, sont aujourd'hui les ploutocrates du capitalisme des oligopoles et les Etats qui sont leurs débiteurs. Par la force des choses les travailleurs et les peuples concernés ne sont guère que leurs victimes. Mais de telles billevesées pouvaient paraître crédibles, un court moment, du fait des dérives des systèmes de l'après guerre, dont la misère des dogmatiques ne parvenait plus à comprendre les origines. La démocratie libérale pouvait alors paraître le « meilleur des systèmes possibles »

Aujourd'hui les pouvoirs en place, qui eux n'avaient rien prévu, s'emploient à restaurer ce même système. Leur succès éventuel, comme celui des conservateurs des années 1920 – que Keynes dénonçait sans trouver d'écho à l'époque – ne pourra qu'aggraver l'ampleur des contradictions qui sont à l'origine de l'effondrement financier de 2008.

La récente réunion du G20 (Londres, avril 2009) n'amorce en rien une « reconstruction du monde ». Et ce n'est peut être pas un hasard si elle a été suivie dans la foulée par celle de l'Otan, le bras armé de l'impérialisme contemporain, et par le renforcement de son engagement militaire en Afghanistan. La guerre permanente du « Nord » contre le « Sud » doit continuer.

On savait déjà que les gouvernements de la triade – Etats Unis, Europe et Japon – poursuivent l'objectif exclusif d'une restauration du système tel qu'il était avant septembre 2008. Plus intéressant est le fait que les leaders des « pays émergents » invités ont gardé le silence. Une seule phrase intelligente a été prononcée au cours de cette journée de grand cirque, par le Président chinois Hu Jintao, qui a fait observer « en passant », sans insister et avec le sourire (narquois ?), qu'il faudra bien finir par envisager la mise en place d'un système financier mondial qui ne soit pas fondé sur le dollar. Quelques rares commentateurs ont immédiatement fait le rapprochement - correct – avec les propositions de Keynes en 1945.

Cette « remarque » nous rappelle à la réalité : que la crise du système du capitalisme des oligopoles est indissociable de celle de l'hégémonie des Etats Unis, à bout de souffle. Mais qui prendra la relève ? Certainement pas « l'Europe » qui n'existe pas en dehors de l'atlantisme et ne nourrit aucune ambition d'indépendance, comme l'assemblée de l'Otan l'a démontré une fois de plus. La Chine ? Cette « menace », que les médias invoquent à satiété (un nouveau « péril jaune ») sans doute pour légitimer l'alignement atlantiste, est sans fondement. Les dirigeants chinois savent que leur pays n'en a pas les moyens, et ils n'en ont pas la volonté. La stratégie de la Chine se contente d'oeuvrer pour la promotion d'une nouvelle mondialisation, sans hégémonie. Ce que ni les Etats Unis, ni l'Europe ne pensent acceptable.

Les chances donc d'un développement possible allant dans ce sens reposent encore intégralement sur les pays du Sud

Un nouvel internationalisme des travailleurs et des peuples est nécessaire et possible.

Le capitalisme historique est tout ce qu'on veut sauf durable. Il n'est qu'une parenthèse brève dans l'histoire. Sa remise en cause fondamentale - que nos penseurs contemporains, dans leur grande majorité, n'imaginent ni « possible » ni même « souhaitable » - est pourtant la condition incontournable de l'émancipation des travailleurs et des peuples dominés (ceux des périphéries, 80 % de l'humanité). Et les deux dimensions du défi sont indissociables. Il n'y aura pas de sortie du capitalisme par le moyen de la seule lutte des peuples du Nord, ou par la seule lutte des peuples dominés du Sud. Il n'y aura de sortie du capitalisme que lorsque, et dans la mesure où, ces deux dimensions du même défi s'articuleront l'une avec l'autre. Il n'est pas « certain » que cela arrive, auquel cas le capitalisme sera « dépassé » par la destruction de la civilisation (au-delà du malaise dans la civilisation pour employer les termes de Freud), et peut être de la vie sur la Planète. Le scénario d'un « remake » possible du XX ième siècle restera donc en deçà des exigences d'un engagement de l'humanité sur la longue route de la transition au socialisme mondial. Le désastre libéral impose un renouveau de la critique radicale du capitalisme. Le défi est celui auquel est confrontée la construction/reconstruction permanente de l'internationalisme des travailleurs et des peuples, face au cosmopolitisme du capital oligarchique.

La construction de cet internationalisme ne peut être envisagée que par le succès d'avancées révolutionnaires nouvelles (comme celles amorcées en Amérique latine et au Népal) ouvrant la perspective d'un dépassement du capitalisme.

Dans les pays du Sud le combat des Etats et des nations pour une mondialisation négociée sans hégémonies – forme contemporaine de la déconnexion – soutenu par l'organisation des revendications des classes populaires peut circonscrire et limiter les pouvoirs des oligopoles de la triade impérialiste. Les forces démocratiques dans les pays du Nord doivent soutenir ce combat. Le discours « démocratique » proposé, et accepté par la majorité des gauches telles qu'elles sont, les interventions "humanitaires" conduites en son nom comme les pratiques misérables de "l'aide" écartent de leurs considérations la confrontation réelle avec ce défi.

Dans les pays du Nord les oligopoles sont déjà visiblement des "biens communs" dont la gestion ne peut être confiée aux seuls intérêts particuliers (dont la crise a démontré les résultats catastrophiques). Une gauche authentique doit avoir l'audace d'en envisager la nationalisation, étape première incontournable dans la perspective de leur socialisation par l'approfondissement de la pratique démocratique. La crise en cours permet de concevoir la

cristallisation possible d'un front des forces sociales et politiques rassemblant toutes les victimes du pouvoir exclusif des oligarchies en place.

La première vague de luttes pour le socialisme, celle du XX^{ième} siècle, a démontré les limites des social démocraties européennes, des communismes de la troisième internationale et des nationalismes populaires de l'ère de Bandung, l'essoufflement puis l'effondrement de leurs ambitions socialistes. La seconde vague, celle du XXI^{ième} siècle, doit en tirer les leçons. En particulier associer la socialisation de la gestion économique et l'approfondissement de la démocratisation de la société. Il n'y aura pas de socialisme sans démocratie, mais également aucune avancée démocratique hors de la perspective socialiste.

Ces objectifs stratégiques invitent à penser la construction de "convergences dans la diversité" (pour reprendre l'expression retenue par le Forum Mondial des Alternatives) des formes d'organisation et de luttes des classes dominées et exploitées. Et il n'est pas dans mon intention de condamner par avance celles de ces formes qui, à leur manière, renoueraient avec les traditions des social-démocraties, des communismes et des nationalismes populaires, ou s'en écarteraient.

Dans cette perspective il me paraît nécessaire de penser le renouveau d'un marxisme créateur. Marx n'a jamais été aussi utile, nécessaire, pour comprendre et transformer le monde, aujourd'hui autant et même plus encore qu'hier. Etre marxiste dans cet esprit c'est partir de Marx et non s'arrêter à lui, ou à Lénine, ou à Mao, comme l'ont conçu et pratiqué les marxismes historiques du siècle dernier. C'est rendre à Marx ce qui lui revient : l'intelligence d'avoir amorcé une pensée critique moderne, critique de la réalité capitaliste et critique de ses représentations politiques, idéologiques et culturelles. Le marxisme créateur doit poursuivre l'objectif d'enrichir sans hésitation cette pensée critique par excellence. Il ne doit pas craindre d'y intégrer tous les apports de la réflexion, dans tous les domaines, y compris ceux de ces apports qui ont été considérés, à tort, comme "étrangers" par les dogmatiques des marxismes historiques du passé.

En conclusion : l'impuissance de l'économie vulgaire

Dans les moments de « crise » comme le nôtre l'impuissance de l'économie vulgaire apparaît dans toute sa plénitude

Le journal *Le Monde* posait à cet effet une question méchante : « comment se fait-il que les « cracs » de Harvard n'avaient pas prévu la crise... ? ». Sont-ils donc simplement des imbéciles ? Certainement pas. Mais leur intelligence est toute entière engagée sur les seules pistes retenues par l'économie vulgaire et de la fausse théorie du « capitalisme imaginaire des marchés généralisés ». Tout comme de brillants esprits d'autrefois croyaient que le débat sur le sexe des anges pouvait contribuer à mieux comprendre le monde !

L'économie vulgaire, engagée sur les pistes de l'analyse des marchés opérant sur la base d'une « information imparfaite », est alors contrainte de substituer à l'analyse de la réalité capitaliste un jeu sans fin (pour lequel les mathématiques deviennent indispensables) d'hypothèses concernant les « anticipations ». Car les hypothèses sur les « anticipations » permettent de prévoir tout et son contraire, ce que l'intelligence subtile et réaliste de Keynes avait parfaitement saisi.

Quelles « anticipations » ? Une série de bonnes blagues. Les anticipations des vendeurs de force de travail ? Les malheureux savent qu'ils n'ont guère de choix. Ils savent aussi qu'ils ne peuvent améliorer les conditions de vente de leur force de travail que par l'organisation et la

lutte collective de classe. Celles des « consommateurs » qui « choisissent » (leur « supermarché »?) et « choisissent » leurs placements financiers éventuels ? Les malheureux sont bel et bien contraints de passer alors par les conseils de leurs banquiers, les décideurs véritables. Celles des entrepreneurs qui décident d'investir ou de s'en abstenir ? L'histoire démontre, comme Marx et Keynes l'avaient compris, que les cycles de sur investissement puis de dévalorisation du capital imposent leur réalité. Celles des propriétaires de capitaux qui choisissent entre le placement risqué et la préférence pour la liquidité ? L'histoire à répétition des bulles financières dont les raisons et les mécanismes ont été parfaitement analysés encore une fois par Marx, en association avec sa découverte de l'aliénation suprême des économistes vulgaires (« l'argent fait des petits », A donne A' sans passer par la production), restera toujours hors du champ de la réflexion de nos économistes conventionnels. Celles des spéculateurs en bourse ? On sait que la meilleure position est celle prise par les moutons qui suivent le mouvement général et que cette pratique accentue nécessairement l'ampleur des oscillations.

Le naufrage dans l'océan des anticipations est le produit inévitable de la réduction de la société à une somme d'individus et à l'ignorance délibérée des réalités majeures par lesquelles se définit le capitalisme réel (les classes, la propriété privée, l'Etat, les nations etc.). Il ne s'agit là que d'une formulation idéologique au sens négatif du terme, parfaitement fonctionnelle pour donner légitimité aux pratiques réelles du capital dominant. Les économistes vulgaires qui prétendent faire œuvre scientifique n'en sont pas même conscients. Ils ne peuvent pas comprendre que pour faire œuvre scientifique, s'approcher d'une compréhension de la réalité objective, il faut partir de la critique radicale de la base de départ de leurs raisonnements.

Les économistes conventionnels ne sont pas des penseurs critiques. Ils sont, au mieux, des « technocrates ». J'aime mieux utiliser à leur endroit le vocable anglo-saxon – celui « d'*executive* » (agent d'exécution, ici aux ordres du capital, aujourd'hui des oligopoles).

Telle est la raison pour laquelle les « critiques » qu'ils peuvent adresser au système sont toujours marginales et les propositions de réformes qu'ils pensent « réalistes » sont en réalité parfaitement irréalistes pour l'essentiel. Et lorsque donc, pour une raison morale quelconque la réalité leur déplaît (« trop de pauvreté », voire « trop d'inégalités»), le dérapage en direction des vœux pieux et du sermon en guise de politique devient inévitable.

Un best seller d'un Prix Nobel d'Economie (strictement réservé aux économistes vulgaires) est de ce fait forcément un ouvrage au mieux médiocre.

L'ouvrage de Joseph Stiglitz qui porte le titre pompeux de « *Un autre monde* », en est un bel exemple.(8)

Stiglitz « découvre » en 2002 que le consensus de Washington n'était pas bon ; il découvre la réalité des comportements du FMI, de l'OMC etc. Plus de la moitié de 550 pages de cet ouvrage boursoufflé s'abreuve de « révélations » connues par d'autres depuis 30 ou 40 ans ! Stiglitz croit être le premier à le dire, n'ayant jamais lu les travaux des penseurs critiques (et il ne les lira probablement jamais). Il ne s'agit ici pas même d'arrogance, mais simplement d'ignorance. Exemple amusant : Stiglitz « découvre » qu'en 1990 il y a eu entente sur quelques prix par quelques oligopoles ! Merveilleux. Et que propose-t-il pour rétablir la « concurrence » : une loi « anti trust » et le recours aux tribunaux, à la mode US !

Dans cet ouvrage publié en 2002 Stiglitz ignore la financiarisation, dont il ne dit presque rien, qu'il juge inoffensive et même utile ... Les travaux remarquables du regretté Giovanni Arrighi concernant la financiarisation stade ultime des hégémonies en déclin sont totalement ignorés (9) ... Evidemment Stiglitz a été surpris par l'effondrement financier de 2008, dont pas une ligne de son ouvrage n'indique le sérieux de la menace. Et pourtant, aux mêmes dates, d'autres (dont moi-même) avaient analysé le système libéral mondialisé comme par nature instable, condamné à s'effondrer à travers sa crise financière (le talon d'Achille du système comme je l'écrivais). Stiglitz évidemment ignore tout cela.

L'idée qu'il se fait de lui-même, « révélant au monde » les « défauts » du système, ne peut donc que faire sourire.

On ne sera donc pas étonné que ce que j'ai appelé « le rapport Stiglitz », c'est-à-dire celui de la Commission désignée par le Président en exercice de l'Assemblée Générale des Nations Unies – Padre Miguel D'Escoto – dont la présidence a été malheureusement confiée à Stiglitz, lequel a probablement imposé sa perception superficielle et limitée des problèmes dans la rédaction finale du document, ne soit pas sorti du cadre de l'orthodoxie conventionnelle réactionnaire.(10) L'« échec » qui en est résulté – le fait que les pays du Sud aient renoncé à se faire représenter à l'assemblée par des responsables au niveau requis – est en fait, pour moi, un bon signe. Il laisse entendre que les pays du Sud ont compris, que ce rapport – sous prétexte de « consensus global » et de ... réalisme – s'inscrivait dans la stratégie du Nord de « réponse à la crise » et que ses propositions étaient de nature à être « acceptables » pour les oligopoles. Changer le monde ? Tu parles !

5. La militarisation de la mondialisation, l'« aide », le postmodernisme

Pour maintenir leur rente de monopole les oligopoles ne peuvent pas se contenter de prélever leurs ponctions sur leurs seules "économies nationales". Dans leur dimension mondiale ces oligopoles ponctionnent encore davantage les économies des périphéries dominées, émergentes ou marginalisées. Le pillage des ressources de la planète entière et la sur exploitation des travailleurs fournit la matière de la rente impérialiste qui, à son tour, constitue la condition d'un consensus social devenant alors possible dans les sociétés opulentes du Nord.

Les discours sur la démocratie et l'écologie servent d'emballage destiné à masquer les objectifs réels.

L'économie vulgaire constitue la clé de voûte de l'idéologie du capitalisme, comme on devrait le savoir depuis la "critique de l'économie politique" (sous titre du *Capital* de Marx). La construction de l'économie vulgaire, parce qu'elle concerne une "non réalité" (les marchés généralisés), ne mérite pas la qualification de scientifique qu'elle prétend être. Sa fonction sociale réelle est analogue à celle de la sorcellerie des temps anciens. Comme cette dernière elle recourt à un langage volontairement inaudible pour le citoyen, dont elle entend annihiler ainsi le pouvoir de décider, en lui assénant des "vérités" prétendues "objectives". En contrepoint le langage de la pensée sociale authentique reste toujours limpide, comme l'ont été les écrits de Marx, même les plus difficiles; ils éduquent les citoyens.

Mettre en déroute le contrôle militaire de la planète par les impérialistes

Le véritable défi auquel les peuples sont confrontés est d'abord la militarisation de la mondialisation. Car le contrôle militaire de la planète par les Etats-Unis et leurs alliés subalternes (l'Otan et le Japon) est devenu le seul moyen en dernier ressort qui permet la

ponction de la rente impérialiste sans laquelle le système ne peut survivre. Empire du chaos, par lequel je qualifiais le système depuis 1991 et guerre permanente contre les peuples du Sud sont synonymes. C'est pourquoi mettre en déroute les forces armées de la triade, contraindre les Etats-Unis à abandonner leurs bases réparties sur tous les continents, démanteler l'Otan doivent devenir les objectifs stratégiques premiers des forces progressistes et démocratiques, au Nord et au Sud.(11)

Tel est probablement l'objectif du "groupe de Shanghai" qui amorce la renaissance de l'esprit du "non alignement", qu'on devrait alors définir comme le "non alignement sur la mondialisation impérialiste et le projet politique et militaire de la triade".

Je proposerai ici un parallèle avec l'histoire de Bandung. Avant même la conférence du même nom (1955) et le "non alignement" (1960), des groupes radicaux de réflexion s'étaient mobilisés pour proposer aux peuples et aux Etats d'Asie et d'Afrique des contre stratégies possibles et efficaces, contraignant l'impérialisme de l'époque à reculer. L'auteur de ces lignes a eu l'honneur et le bonheur de participer à l'un de ces groupes pour le Moyen Orient, à partir de 1950. Des initiatives analogues s'imposent aujourd'hui

"L'aide", instrument complémentaire du contrôle des pays vulnérables

L'"aide internationale", présentée comme indispensable pour la survie des "pays les moins développés" (terminologie des Nations Unis à l'endroit de beaucoup de pays africains et de quelques autres), trouve sa place ici. Car l'objectif réel de celle-ci, destinée aux plus vulnérables des pays de la périphérie, est de dresser un obstacle supplémentaire à leur participation à un front alternatif du Sud.(12)

Les concepts concernant l'aide ont été enfermés dans un corset serré, dont l'architecture a été définie dans la *Paris Declaration on Aid Effectiveness* (2005), elle-même rédigée au sein de l'OCDE, puis imposée aux pays bénéficiaires. La conditionnalité générale, définie par l'alignement sur les principes de la mondialisation libérale, est omniprésente. Tantôt exprimée explicitement : favoriser la libéralisation, l'ouverture des marchés, devenir « attractif » pour les investissements privés étrangers. Tantôt indirectement : respecter les règles de l'OMC. Un pays qui refuserait donc de s'inscrire dans cette stratégie définie unilatéralement par le « Nord » (la Triade) perd son droit d'éligibilité au bénéfice de l'aide. Sur ce plan la *Déclaration de Paris* constitue un recul – et non une avancée – en comparaison des pratiques « des décennies du développement » (1960-1970) lorsque le principe du choix libre par les pays du Sud de leur système et de leurs politiques économiques et sociales était admis.

Dans ces conditions les politiques d'aide et leurs objectifs immédiats apparents sont indissociables des objectifs géopolitiques de l'impérialisme. Car les différentes régions de la Planète ne remplissent pas des fonctions identiques dans le système libéral mondialisé. Il n'est donc pas suffisant de mentionner ce qui constitue leur dénominateur commun (libéralisation des échanges, ouverture au flux financiers, privatisations)

L'Afrique sub-saharienne est parfaitement intégrée dans ce système global, et en aucune manière « marginalisée » comme on le dit hélas, sans réfléchir, trop souvent : le commerce extérieur de la région représente 45 % de son PIB, contre 30 % pour l'Asie et l'Amérique latine, 15 % pour chacune des trois régions constitutives de la triade. L'Afrique est donc quantitativement « plus » et non « moins » intégrée, mais elle l'est différemment.(13)

La géo-économie de la région repose sur deux ensembles de productions déterminantes dans le façonnement de ses structures et la définition de sa place dans le système global : (i) des productions agricoles d'exportation « tropicales » : café, cacao, cotons, arachides, fruits, huile de palme etc, (ii) les hydrocarbures et des productions minières : cuivre, or, métaux rares, diamant etc. Les premiers sont les moyens de « survie », au-delà de la production vivrière destinée à l'auto-consommation des paysans, qui financent la greffe de l'Etat sur l'économie locale et, à partir des dépenses publiques, la reproduction des « classes moyennes ». Ces productions intéressent plus les classes dirigeantes locales que les économies dominantes. Par contre, ce qui intéresse au plus haut point ces dernières ce sont les produits des ressources naturelles du continent. Aujourd'hui les hydrocarbures et les minerais rares. Demain les réserves pour le développement des agro-carburants, le soleil (lorsque le transport à longue distance de l'électricité solaire le permettra, dans quelques décennies), l'eau (lorsque son « exportation » directe ou indirecte le permettra).

La course aux territoires ruraux destinés à être convertis à l'expansion des agro-carburants est engagée en Amérique latine. L'Afrique offre, sur ce plan, de gigantesques possibilités. Madagascar a amorcé le mouvement et déjà concédé des superficies importantes de l'Ouest du pays. La mise en œuvre du code rural congolais (2008), inspiré par la coopération belge et la FAO permettra sans doute à l'agri-business de s'emparer à grande échelle de sols agraires pour les « mettre en valeur », comme le Code Minier avait permis naguère le pillage des ressources minérales de la colonie. Les paysans, inutiles, en feront les frais ; la misère aggravée qui les attend intéressera peut être l'aide humanitaire de demain et des programmes « d'aide » pour la réduction de la pauvreté ! J'avais eu connaissance, dans les années 1970, d'un vieux rêve colonial pour le Sahel : en expulser la population (les Sahéliens inutiles) au bénéfice de ranchs (à la texane) d'élevage extensif pour l'exportation.

La nouvelle phase de l'histoire qui s'ouvre est caractérisée par l'aiguïsement des conflits pour l'accès aux ressources naturelles de la planète. La triade entend se réserver l'accès exclusif à cette Afrique « utile » (celle des réserves de ressources naturelles), et en interdire l'accès aux « pays émergents » dont les besoins sur ce plan sont déjà considérables et le seront de plus en plus. La garantie de cet accès exclusif passe par le contrôle politique et la réduction des Etats africains au statut d' »Etats clients «.

Il n'est donc pas abusif de considérer que l'objectif de l'aide est de « corrompre » les classes dirigeantes. Au-delà des ponctions financières (bien connues hélas, et pour lesquelles ont fait semblant de croire que les donateurs n'y sont pour rien !), l'aide devenue « indispensable » (puisqu'elle devient une source importante de financement des budgets) remplit cette fonction politique. Il est alors nécessaire que l'aide soit conçue pour devenir permanente et non pour préparer sa disparition par un développement conséquent. Il est alors important que cette aide ne soit pas réservée exclusivement et intégralement aux classes aux postes de commande, au « gouvernement ». Il faut aussi qu'elle intéresse également les « oppositions » capables de leur succéder. Le rôle de la société dite civile et de certaines ONG trouve sa place ici. L'aide en question, pour être réellement politiquement efficace, doit également contribuer à maintenir l'insertion des paysans dans ce système global, cette insertion alimentant l'autre source des revenus de l'Etat. L'aide doit donc également s'intéresser au progrès de la « modernisation » des cultures d'exportation.

La critique de droite de l'aide procède de l'idée qu'il ne tient qu'aux pays concernés à faire en sorte qu'ils puissent se libérer de cette dépendance, en s'ouvrant davantage aux capitaux extérieurs. Tel est en substance ce que les discours de Sarkozy à Dakar et d'Obama à Accra

ont voulu dire. On élude par ce procédé oratoire la véritable question. Car l'aide, partie intégrante de la stratégie impérialiste, cherche en réalité à marginaliser les peuples africains, inutiles et encombrants, pour mieux piller les ressources de l'Afrique!

La critique de la gauche "bon enfant", celle de nombreuses ONG, fait comme si on pouvait prendre au mot les engagements proclamés par les "donateurs". Cette critique s'enferme alors dans les discours oiseux concernant "la capacité d'absorption", "la performance", la "bonne gouvernance" promue par la "société civile". Elle réclame "plus" et "mieux" d'aide !! En contrepoint la critique radicale s'inscrit dans la perspective d'un développement autocentré. L'aide éventuelle qu'on pourrait imaginer dans ce cadre procède alors des logiques de la solidarité internationaliste des peuples, face (et contre) le cosmopolitisme du capital.

La pauvreté, la société civile, la bonne gouvernance : la rhétorique pauvre du discours dominant

Ce discours dominant prétend se donner l'objectif de « réduire, voire éradiquer la pauvreté », en s'appuyant sur la « société civile », pour substituer une « bonne gouvernance » à une autre, jugée « mauvaise ».

Le terme même de « pauvreté » relève d'un langage vieux comme le monde, celui de la charité (d'origine religieuse ou autre). Cette langue appartient au passé, non au présent, a fortiori à l'avenir. Il est antérieur à la constitution du langage développé par la pensée sociale moderne, qui cherche à être scientifique, c'est-à-dire à découvrir les mécanismes qui engendrent un phénomène observable et observé.

La masse gigantesque de la littérature sur la pauvreté porte son attention exclusive – ou presque – sur le « repérage » du phénomène et sa quantification. Elle ne pose pas les questions en amont : quels sont les mécanismes qui engendrent la pauvreté en question ? Ont-ils quelques rapports avec les règles fondamentales (comme la compétition) qui constituent la base de nos systèmes ? En particulier, pour ce qui concerne les pays du Sud assistés, les stratégies et politiques de développement conçues pour eux.

Le concept de « société civile », même pris au sérieux (sans parler donc de son usage à tort et à travers), s'érige-t-il à la hauteur de ce qu'un concept doit être pour tenter sa chance et mériter d'entrer dans le débat sérieux à vocation scientifique ?

Telle qu'elle nous est proposée, la « société civile » en question est associée à une idéologie du consensus. Double consensus : (i) qu'il n'y a pas d'alternative à « l'économie de marché » (expression elle-même vulgaire pour servir de substitut à l'analyse du « capitalisme réellement existant », d'hier et d'aujourd'hui) ; (ii) qu'il n'y a pas d'alternative à la démocratie représentative fondée sur le multipartisme électoral (conçue comme « la démocratie »), pour servir de substitut à la conception d'une démocratisation de la société, étant elle-même un processus sans fin.

En contrepoint l'histoire des luttes a permis l'émergence de cultures politiques du conflit, fondées sur la reconnaissance du conflit des intérêts sociaux et nationaux, donnant entre autre un sens aux termes de « droite » et « gauche », attribuant à la démocratie créatrice le droit et le pouvoir d'imaginer des alternatives et non exclusivement des « alternances » dans l'exercice du pouvoir (changer les noms pour faire la même chose).

La « gouvernance » a été inventée comme substitut au « pouvoir ». L'opposition entre ses deux qualificatifs – bonne ou mauvaise gouvernance – rappelle le manichéisme et le moralisme, substitué à l'analyse de la réalité, aussi scientifique que possible. Encore une fois cette mode nous vient de la société d'outre Atlantique, où le sermon a souvent dominé le discours politique. La « bonne gouvernance » implique que le « décideur » soit « juste », « objectif » (retienne la « meilleure solution »), « neutre » (acceptant la présentation symétrique des arguments), et par-dessus tout « honnête » (y compris bien entendu au sens le plus platement financier du terme). A lire la littérature produite par la Banque Mondiale sur le sujet, on se découvre relire les doléances présentées – en général par des hommes (peu de femmes !) de religion et/ou de droit – dans les temps anciens de l'Orient au « despote juste » (pas même éclairé !).

L'idéologie visible sous jacente s'emploie tout simplement à évacuer la question véritable : quels intérêts sociaux le pouvoir en place, quelque'il soit, représente et défend ? Comment faire avancer la transformation du pouvoir pour qu'il devienne progressivement l'instrument des majorités, en particulier des victimes du système tel qu'il est ? Etant entendu que la recette électorale pluripartiste a prouvé ses limites de ce point de vue.

Le discours "post moderniste"

Le post modernisme clôture le discours intitulé par certains "nouvel esprit du capitalisme", mais qui mériterait mieux le qualificatif d'idéologie du capitalisme/impérialisme tardif des oligopoles. Je renvoie ici le lecteur au livre de Nkolo Foe (*Le Post modernisme*; Codesria 2009) qui en établit avec puissance la substance, parfaitement fonctionnelle pour servir les intérêts réels des forces dominantes.(14)

Le modernisme a été mis en place par le discours des Lumières au XVIII ième siècle européen, en association avec le triomphe de la forme historique européenne du capitalisme et de l'impérialisme qui lui est consubstantiel, et par la suite a conquis le monde. Il en véhicule les contradictions et les limites. L'ambition d'universalisme qu'il formule est défini par l'affirmation de droits de l'homme (pas nécessairement de la femme!) qui sont en substance ceux de l'individualisme bourgeois. Le capitalisme réel auquel cette forme de modernité est associée est de surcroît un impérialisme qui nie les droits des peuples non européens conquis et soumis à la ponction de la rente impérialiste.

La critique de cette modernité bourgeoise et capitaliste/impérialiste est certainement nécessaire. Et Marx avait effectivement entrepris cette critique radicale qu'il sera toujours nécessaire de mettre à jour et d'approfondir.

La nouvelle Raison se voulait émancipatrice; et elle l'était dans la mesure où elle libérait la société des aliénations et des oppressions des anciens régimes, et par là même garante du progrès, plus exactement d'une forme de progrès limité et contradictoire. Car cette raison était celle de la gestion de la société par le capital en dernier ressort.

Le post modernisme ne propose pas cette critique radicale pour aller de l'avant en direction de l'émancipation des individus et de la société par le socialisme. Il propose en revanche un retour aux aliénations pré modernes, pré capitalistes. Les formes de sociabilité qu'il s'emploie à promouvoir s'inscrivent obligatoirement dans l'adhésion identitaire "tribaliste" à des communautés (para religieuses ou para ethniques), aux antipodes des exigences de l'approfondissement de la démocratie devenue synonyme de "tyrannie du peuple", osant mettre en question la gestion sage des *executives* au service des oligopoles. Les critiques qu'il

propose des "grands discours" (des Lumières, de la démocratie, du progrès, du socialisme, de la libération nationale) ne regardent pas en direction de l'avenir mais se tournent vers un passé imaginaire et faux, au demeurant parfaitement idéalisé. Il facilite de la sorte l'extrême fragmentation des majorités populaires et leur fait accepter l'ajustement aux logiques de la reproduction de la domination des oligopoles et de l'impérialisme. Car cette fragmentation ne gêne pas cette domination, au contraire elle en facilite la tâche. L'individu en question ne devient pas l'agent conscient et lucide de la transformation sociale, mais l'esclave de la marchandisation triomphante. Le citoyen disparaît pour laisser la place au consommateur/spectateur. Ce n'est plus un citoyen qui ambitionne l'émancipation, mais un être falot qui accepte la soumission.

ANNEXE

Les réponses des pouvoirs dominants du Nord à la crise en cours

On peut lire ce que sont les réponses des pouvoirs dominants (les oligopoles et leurs serviteurs politiques) à la « crise » ouverte par l'effondrement financier de 2008 à partir des politiques nationales effectives des pays de la triade et des décisions collectives du G7 et de l'Union Européenne. Le rapport de la commission présidée par J. Stiglitz, présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies réunie du 24 au 26 juin 2009 complète cet ensemble de documents. Leur objectif est, comme je l'ai déjà dit, de restaurer le système de la mondialisation libérale financiarisée, considéré comme ayant été globalement sain, dès lors que des mesures correctives sont adoptées permettant d'éviter à l'avenir les dérapages qui auraient été à l'origine de l'effondrement de 2008, et guère plus.

Cet objectif enferme dans l'ensemble des préjugés propres à l'économie conventionnelle.

Premier préjugé :

La crise est une crise financière, produite par des « excès » d'expansion financière (eux-mêmes facilités par des « dérèglementations » abusives). Il ne s'agit là que d'une évidence triviale immédiate. Car derrière les excès en question se profilent les exigences incontournables du déploiement de la logique d'expansion des oligopoles. Les économistes conventionnels n'ont pas l'équipement intellectuel permettant de le comprendre. Et, l'effondrement financier de 2008, qui était la conséquence inéluctable du déploiement de la longue crise amorcée dès les années 1970, et pas seulement des excès financiers des dernières années, a donc surpris tous les économistes vulgaires.

La crise en cours serait donc une crise conjoncturelle, même si on accepte qu'elle soit accompagnée de « problèmes structurels » sous jacents particuliers, une crise en V, dont la reprise rapide est possible. La croissance qui doit reprendre restera dynamisée par l'expansion financière, comme elle l'était avant l'effondrement de 2008. Les seules précautions à prendre sont destinées à éviter à l'avenir les dérives de cette expansion. Dans sa dimension mondialisée le système doit reprendre sa croissance dans le même cadre libéral « ouvert » qui le caractérise depuis trois décennies, et éviter les réponses « protectionnistes » aux difficultés du moment, passagères. Proches de la vision de la CIA exprimée dans son rapport « *Le monde en 2010* », dont j'ai proposé une lecture critique ailleurs (15), ces analyses conventionnelles n'envisagent pas de « bouleversements », mais seulement un poids commercial plus important

de la Chine et des autres pays émergents. Cette évolution pourrait être facilitée par l'abandon progressif de la référence exclusive au dollar comme monnaie de réserve internationale. La réforme du système devrait se donner cet objectif.

En conséquence, pour sortir de la crise il suffit que l'on donne la priorité au rétablissement du fonctionnement du système financier. Des réformes de celui-ci doivent être envisagées, capables selon les experts du G7, d'éviter la rechute. Ces experts ne sont pas équipés pour comprendre que ces réformes seront d'une manière ou d'une autre contournées par les pratiques des oligopoles tant que ceux-ci conserveront leur statut « privé » garantissant leur gestion au service exclusif des intérêts particuliers qu'ils concentrent dans leur pouvoir. Le discours « moralisant » et la substitution du sermon à l'analyse politique resteront comme toujours sans efficacité.

Second préjugé :

L'identification des moyens capables de protéger efficacement le système économique et financier des dérives et des « crises » peut être découverte par l'approfondissement des recherches concernant le fonctionnement effectif des marchés. La profession des économistes conventionnels s'est toute entière constituée sur la base presque exclusive de ce type de recherches. L'hypothèse sous jacente est que les marchés sont auto régulés par eux-mêmes (point de vue libéral dogmatique), ou qu'on peut les aider à le devenir par des régulations appropriées. Et bien que la preuve de l'existence d'une telle tendance fondamentale ou de sa possibilité n'ait jamais pu être établie, la profession des économistes vulgaires est contrainte de croire à cet axiome erroné. Car si les marchés ne sont pas autorégulés et même autorégulables dans le capitalisme les économistes conventionnels n'ont plus rien à dire, ils doivent fermer leur boutique!

Dans le capitalisme réel le fonctionnement du système et des marchés, l'intervention des luttes sociales et des conflits internationaux et les régulations elles mêmes interagissent pour faire évoluer le système de déséquilibre en déséquilibre (à la rigueur en passant par un équilibre provisoire). L'action des acteurs qui veulent promouvoir les intérêts des travailleurs et des peuples s'inscrit dans cette perspective, refuse de se soumettre aux exigences d'un prétendu « équilibre (ou équilibre apparent) qui les défavorise pour imposer un autre « équilibre » (ou déséquilibre) meilleur pour eux. Cette option fondamentale de méthode devrait être celle de notre projet alternatif.

Troisième préjugé :

La restauration du système de la mondialisation telle qu'elle était pour l'essentiel est souhaitable car elle offre des possibilités de développement pour les peuples du Sud.

Ce préjugé, commun à tous les économistes vulgaires, qui partagent la vision linéaire simpliste à l'extrême du « développement par étapes » (à la Rostow), interdit aux économistes conventionnels de comprendre la nature de l'échec historique permanent du « Sud » (les périphéries) dans ses efforts de « rattrapage » du « Nord » (le centre) par son insertion approfondie dans la mondialisation capitaliste. L'idée que l'accumulation capitaliste mondialisée est à l'origine de la production et de la reproduction de l'échec en question leur est totalement étrangère au point d'être véritablement incompréhensible.(16)

C'est pourquoi les économistes conventionnels sont contraints d'ignorer la paupérisation inhérente à la poursuite de cette accumulation mondialisée pour lui substituer des considérations sur un phénomène considéré alors comme seulement adjacent – « la pauvreté »

- dont la réalité est rapportée à des « fautes » de politique, qu'on peut corriger sans poser la question de la logique du procès d'accumulation. Néanmoins la tentative de formuler des programmes de « réduction de la pauvreté » n'a jamais donné que de minces résultats. Les résistances, révoltes et éventuellement engagements des sociétés du Sud dans d'autres voies paraissent alors, à ces économistes, « irrationnelles », motivées par des options « idéologiques » creuses (du type « nationalisme outrancier » etc.). On écarte donc du champ de la réflexion la prise en considération de ces résistances et engagements alternatifs, qui, pourtant, sont appelés à occuper le devant de la scène.

Quatrième préjugé :

Les problèmes graves auxquels l'humanité contemporaine est confrontée (des modes de production trop énergivores, l'épuisement de certaines ressources naturelles, les déficiences des systèmes de production alimentaires et autres) constitueraient des problèmes adjacents, séparés les uns des autres ; indépendants du système saisi dans sa totalité. Des solutions pourraient donc leur être trouvées dans le système tel qu'il est pour l'essentiel.

La profession des économistes vulgaires ignore les questions de l'écologie, situées hors de son champ de réflexion, contrairement à Marx qui distinguait valeur et richesse. Les nouveaux « écolo-économistes » tentent d'associer la prise en compte de ces questions et les méthodes de calculs qu'ils ont hérité de l'économie conventionnelle. Une conciliation impossible mais qui néanmoins permet à tous les hommes (et femmes) des pouvoirs (de droite et de gauche) et des dirigeants des oligopoles de s'habiller à bon marché de la couleur verte est désormais à la mode comme on l'a dit plus haut.

En fait les « problèmes structurels » considérés dans les analyses proposées par les économistes vulgaires excluent les trois grandes familles de questions qui définissent le défi majeur auquel le système contemporain est confronté.

La première de ces familles concerne l'organisation de la production et du travail. On ne fait que rarement une simple allusion à la « crise (fin) du fordisme » par exemple qui est pourtant à l'origine de la crise longue depuis trois décennies et sans la considération de laquelle la faillite de l'industrie automobile – entre autre – reste sans explication. Ignorer la crise structurelle de l'accumulation fordiste c'est se condamner à ne pas comprendre comment celle-ci créait les conditions d'une offensive contre le travail et pourquoi la financiarisation en a été précisément le moyen. Mais comme on l'a déjà les économistes orthodoxes libéraux ne sont pas équipés pour intégrer ces questions dans leur « économie des marchés ».

La seconde famille des questions ignorées concerne le statut et la gestion des entreprises (du capital). L'existence même des groupes oligopolistiques n'est prise en considération qu'à travers des propos insignifiants invitant à la « révision de la gouvernance d'entreprise » ! Pourtant, face aux positions libérales orthodoxes de droite (en fait tout à fait réactionnaires), un large éventail de l'opinion publique est déjà conscient de la nécessité de remettre en question la gestion privative de ces groupes. J'en donne l'exemple de la profession des médecins qui, dans son ensemble, conçoit sans difficulté la nécessité de soumettre la gestion des industries pharmaceutiques aux impératifs de la satisfaction des besoins sociaux, voire pour le faire de les nationaliser.

La troisième série de « grandes » questions concerne évidemment les distances qui séparent, dans le système mondialisé, les « pays développés » (le Nord) de ceux « en voie de

développement » (le Sud). Dans un rapport de l'ONU comme dans un rapport quelconque se situant dans le cadre de considérations sur la mondialisation cette distinction ne peut pas être « oubliée ». Mais les économistes du système ne sortent jamais de la vision simpliste du « développement par étapes » (Rostow) du libéralisme orthodoxe qui, en fait, ignore la question.

Le G7 s'est proposé – dans les limites de sa méthode indiquées plus haut – « une sortie par le haut » de la crise.

Il a donc réuni une somme de propositions qu'il juge suffisantes et efficaces pour permettre à un système de la mondialisation « corrigé » d'associer ce qu'il prétend être les avantages décisifs du capitalisme mondialisé (permettre le développement de tous les pays Nord et Sud) et les « remèdes » nécessaires et suffisants selon lui pour en corriger les défauts et les erreurs (réduction des risques financiers, « gouvernance » démocratique des institutions internationales, réduction de la pauvreté, prise en compte – légère pour ne pas dire insignifiante – de « questions adjacentes », amorce timide – peut être - d'un système financier sorti de sa référence exclusive au dollar).

Dans ces analyses aucune perspective de décision autonome pour les pays du Sud n'est prise en considération. L'idée même de cette autonomie est parfaitement étrangère au concept orthodoxe libéral de la « mondialisation ». L'argument avancé pour faire accepter l'idée qu'un consensus global serait incontournable est simpliste : la crise est globale, donc sa solution doit l'être! On passe sous silence le fait que derrière ce consensus d'apparence le Nord s'emploie à imposer ses vues unilatérales. En réalité la reconstruction d'une mondialisation utile aux peuples passe par la déconstruction préalable de la mondialisation des oligopoles.

Sans doute fait-on la concession apparente de la nécessité du « traitement différencié des pays développés et des pays en voie de développement » et invite-t-on les premiers à « ouvrir leurs marchés aux exportations du Sud ». En fait, cette concession se résume dans l'esprit de sa formulation à l'octroi de quelques années « de traitement de faveur », puisqu'on souhaite ouvertement la conclusion du cycle de Doha qui ne prévoit rien de plus. On affiche une ignorance totale et sans doute méprisante à l'égard des critiques sévères et justifiées à l'endroit de l'OMC, pour lesquelles nous renvoyons le lecteur aux analyses dévastatrices de Jacques Berthelot et de Via Campesina, concernant le traitement des productions agricoles et alimentaires.⁽¹⁷⁾ On ne signale même pas les contre propositions faites par des groupes de pays du Sud. Au demeurant l'insistance sur l'ouverture du Nord aux exportations du Sud, conçue comme la voie royale de développement par l'orthodoxie libérale, élimine d'emblée l'examen d'une autre voie, fondée sur la priorité donnée à l'élargissement du marché interne des pays du Sud (individuellement et collectivement) et sur la réduction relative de leurs exportations vers le Nord.

La question grave de la dette extérieure de certains pays du Sud ne donne lieu qu'à des propositions de « moratoire quand la dette est trop lourde ». L'examen des analyses de la dette qui ont établi son caractère spoliateur, souvent immoral, et la revendication d'un audit de cette dette et de l'élaboration d'un droit international digne de ce nom dans ce domaine sont également parfaitement ignorés.

Quelques propositions « nouvelles » concernant le FMI peuvent donner l'illusion qu'on se propose de faire davantage. Par exemple proposition « d'achever l'émission de DTS approuvé par le FMI (en 1997 !) ». Mais celle-ci ignore que, par les règles qui gouvernent cette

émission, ce sont les pays les plus riches (en particulier ceux du Nord) qui en seront les bénéficiaires majeurs, tandis que les montants qui pourraient faciliter les règlements des pays pauvres du Sud demeurent insignifiants. D'une manière générale on ne remet pas en cause les principes fondamentaux qui régissent la conditionnalité associée aux interventions du FMI quand bien même signale-t-il la nécessité d'atténuer leurs effets « pro-cycliques ». Le FMI reste ce qu'il est : l'autorité de gestion coloniale des monnaies des pays du Sud, auxquels s'ajoutent désormais ceux de l'Europe de l'Est. Les interventions récentes du FMI en Hongrie et en Lettonie en illustrent la réalité.

On reconnaît parfois, à la limite, le droit légitime des pays du Sud à gérer leur compte capital, voire à « contrôler les flux financiers ». L'invitation faite à donner la priorité à la législation (libérale quand même, bien entendu) du pays hôte plutôt qu'à celle du pays d'origine des institutions bancaires s'aligne sur ces concessions. Mais on pourrait faire observer que sur ces points on ne fait qu'inviter le FMI à retourner aux principes qui furent les siens et n'ont été abandonnés, tard dans les années 1990, que sous la pression des libéraux dogmatiques extrémistes. Comme on pourrait observer que la résistance de la Chine, qui refuse toujours la libération financière mondialisée, est pour quelque chose dans cette rare note de réalisme politique.

D'une manière générale on reste sur les positions de l'orthodoxie libérale extrême qui refuse de remettre en question le principe des changes flexibles, de la détermination des taux d'intérêt par le "marché" (c'est-à-dire en fait par le capital financiarisé), voire de la préférence pour la comptabilité "aux prix du marché" (générale chez tous les économistes anglo saxons, Stiglitz inclus). Dans ces conditions il est douteux que la proposition « d'élargissement des DTS » – ouvre la voie à la substitution d'un instrument de réserve international « nouveau », différent de celui en place fondé sur l'usage dominant d'une monnaie nationale (en l'occurrence le dollar) comme monnaie de réserve internationale. Les autorités chinoises, elles, ont effectivement amorcé une évolution dans cette direction par des accords passés avec quelques partenaires du Sud. Et même si, dans l'état actuel, ces accords ne concernent qu'une fraction minimale du commerce de la Chine (5 %), ils n'en demeurent pas moins l'exemple de ce que le Sud peut faire, sans chercher à obtenir un « consensus global » (c'est-à-dire l'approbation du Nord) qui l'y autorise. Les accords de l'ALBA et de la Banco Sur s'inscrivent dans cet esprit, bien qu'ils n'aient pas encore donné lieu à une mise en œuvre effective importante.

Finalement la proposition de mettre en place un « Conseil de Sécurité Economique » (le « Conseil Mondial de Coordination Economique ») demeure dans ces conditions ambiguë. S'agit-il de dresser un obstacle supplémentaire aux droits légitimes des pays du Sud de décider par eux-mêmes des formes de leur participation à la mondialisation, en imposant le « consensus global » ? On peut le soupçonner. Comme on peut soupçonner que si, par hasard (par malheur pour les économistes libéraux) les pays du Sud tentaient de mettre l'institution au service de leur propre concept du développement, ne verrait-on pas ceux du Nord en marginaliser le rôle, comme ils l'ont fait avec l'ONU, la CNUCED, le Conseil Economique et Social et bien d'autres institutions quand elles échappent à leur contrôle unilatéral ?

Ce projet est tout à fait irréaliste.

Il l'est d'abord parce que l'idée même que le système restauré dans ce qu'il a d'essentiel atténuera le conflit Nord-Sud reste sans fondement. Cette idée est déjà démentie dans les faits.

Il l'est aussi parce que les propositions qu'on suggère d'adopter ne peuvent être mises en œuvre que si les oligopoles le veulent bien. L'inverse est plus probable.

Je crois cette volonté de proclamer possible la « sortie par le haut » n'est pas seulement irréaliste, mais de surcroît dangereuse par les illusions qu'elle inspire.

L'analogie est forte entre le modèle « de sortie par le haut dans le capitalisme » proposée par les économistes conventionnels et celui de « sortie par le haut par la révolution socialiste » proposée par d'autres. Il s'agit dans les deux cas du « grand soir », au lendemain duquel tous les problèmes sont réglés. L'histoire ne fonctionne pas de cette manière. L'histoire avancera à tâtons par les réponses données aux défis immédiats, à travers principalement les conflits internationaux Nord Sud. Sans négliger pour autant les réponses – toujours partielles – que le déploiement des luttes sociales dans le Nord et le Sud apporteront à ces défis. L'interaction des unes et des autres engagera l'humanité soit sur la longue route du progrès (et pour moi celle-ci deviendra celle de la transition socialiste) soit sur celle de la barbarie. Proposer une « sortie par en haut dans le capitalisme » n'évite pas l'engagement sur la route du désastre. Appeler dans des formes de gesticulation révolutionnaire au « grand soir » de la Révolution (R majuscule) socialiste restera, d'évidence, sans effet.

La lecture du chapitre 2 de l'excellent ouvrage rédigé par Jean Marie Harribey et Dominique Plihou pour ATTAC - *Sortir de la Crise Globale* ; La Découverte 2009 - (18) permet de mesurer l'ampleur du désastre que représente le point de vue réactionnaire du G7 tant au plan social qu'à celui du type de relations internationales qu'il implique

Ces auteurs écrivent (p. 35) : « La financiarisation n'est pas un facteur autonome, elle apparaît comme la contrepartie logique de la baisse de la part salariale et de la raréfaction des occasions d'investissement suffisamment rentables. C'est pourquoi la montée des inégalités sociales (à l'intérieur de chaque pays et entre zones de l'économie mondiale) est un trait constitutif du fonctionnement du capitalisme contemporain ».

Or l'objectif des pouvoirs en place n'est autre que précisément de remettre en marche ce système, et de restituer à la financiarisation les fonctions décrites par ATTAC. On accepte le choix d'une société de plus en plus inégalitaire, aux plans nationaux et au plan mondial, annihilant par là même les belles phrases concernant la « réduction de la pauvreté ».

Ce choix est celui de l'establishment des Etats Unis dans son ensemble, et de ses fidèles défenseurs. Car en effet le modèle en question (« inégalités sociales et internationales associées à la financiarisation ») est le seul qui permette aux Etats Unis de maintenir leur position hégémonique. D'une double manière. D'une par ce qu'il permet de substituer à la carence de la demande associée à la surexploitation du travail une dynamisation par l'endettement. Et d'autre part parce qu'il permet de financer le déficit extérieur des Etats Unis par son ouverture à la mondialisation financière. Comme l'écrivent les auteurs de l'ouvrage d'ATTAC : « la réglementation de la finance est un remède nécessaire, mais qui ne peut suffire ... La financiarisation se nourrit de la baisse de la part salariale et des déséquilibres de l'économie mondiale. Pour dégonfler la finance, il faudrait donc fermer ces deux robinets ... ce qui implique une autre répartition des richesses et une autre organisation de l'économie mondiale » (p. 41).

Or précisément ni les Etats Unis, ni leurs alliés subalternes européens n'acceptent la fermeture de ces robinets. Car la fermeture du robinet qui, par le canal du déficit extérieur des Etats

Unis, alimente l'expansion du marché financier importerait la crise sociale mondiale aux Etats Unis même. C'est pourquoi la crise est, comme je l'analyse, une crise double, à la fois du capitalisme tardif des oligopoles et de l'hégémonie des Etats Unis, ces deux dimensions de son déploiement étant indissociables. Les hypothèses retenues par les économistes du système sont, de ce fait, irréalistes et, dans un horizon temporel bref ou moins bref, seront remises en question par la reconquête de l'autonomie de décision des pays du Sud qui en sont les victimes majeures.

Le modèle réactionnaire de « sortie par le haut » de la crise « financière » et de double restauration de la domination mondiale brutale des oligopoles et de l'hégémonie des Etats Unis préconisé n'est certainement pas le seul possible. Il est même probablement le moins réaliste, même s'il répond au souhait des administrations successives de Washington et, par la force des choses, des gouvernements subalternés de l'Europe atlantiste.

Il existe une autre famille de propositions de « sortie par le haut », préconisées par d'autres économistes tout également conventionnels mais néanmoins préoccupés de mettre en œuvre un plan de réformes conséquent du capitalisme mondial. Qu'on les qualifie de « keynésiens », ou de « néo-keynésiens », ou autrement importe peu.

Les inégalités sociales croissantes ne sont alors pas acceptées comme « le prix fatal nécessaire du progrès », mais au contraire analysées comme le produit de stratégies du capital des oligopoles, organisant les conditions qui lui sont favorables (la fragmentation du travail et la mise en concurrence internationale des travailleurs). Ces stratégies sont à l'origine de la longue crise de l'accumulation qu'elles perpétuent. La crise en cours n'est donc pas une crise conjoncturelle en V mais une crise longue en L. Un grand plan de relance axé sur la réduction des inégalités pourrait alors transformer le L en U.

Le plan est audacieux, il doit l'être.(19) La nationalisation (point de départ d'une socialisation possible) n'est pas exclue (en particulier pour les institutions financières). La stabilisation des prix des valeurs mobilières autour de 50 % des prix artificiels et fabuleux que la financiarisation avait permis n'est pas considéré comme un désastre, mais au contraire comme une opération de purge saine. Faire reculer la marchandisation des services sociaux (éducation, santé, logement, transports publics, sécurité sociale et retraites) est conçu alors comme nécessaire et obligatoire. Un accroissement massif et durable de l'intervention publique, voire – pour le moyen terme des années à venir permettant la transformation du L en U – un accroissement des déficits publics enregistrés (ce qui vaut à ce plan la qualification de « keynésien »), n'est pas davantage considéré comme catastrophique. La « reprise » concerne alors en priorité l'économie productive, marginalisant l'impact des marchés financiers.

Le plan est voulu mondial, mais s'inscrit dans la perspective d'une mondialisation négociée, permettant aux différents pays et régions de la planète (Europe inclus) de favoriser en priorité leurs marchés internes et régionaux. Des stratégies de soutien systématique aux économies paysannes deviennent alors possibles et constituent la bonne réponse à la crise alimentaire. Les défis écologiques peuvent alors tout également être traités sérieusement, et non plus contournés par les oligopoles. Le plan mondial comporte son volet politique, qui s'ouvre par le renforcement des institutions et du droit internationaux. Il s'inscrit dans la vision d'une « mondialisation sans hégémonie », ni celle unilatérale des Etats-Unis, ni celle collective de la triade.

Néanmoins l'erreur grave serait de rechercher le « consensus global » pour la mise en œuvre d'une sortie de la crise par le haut. Car dans l'état actuel des choses un consensus authentique est impossible et la poursuite de cette chimère revient à s'aligner sur le G 7 réactionnaire, se substituant, comme le langage de tous les jours l'illustre, à « la communauté internationale ».

Mais si les choses sont ainsi cela signifie que le chaos du système mondial n'est pas en voie d'être dépassé. Au contraire, le monde est engagé sur le chemin d'un chaos toujours grandissant. La meilleure réponse alternative passe par le renforcement des chances d'une reconquête de l'autonomie du Sud, sans, pour le moment, chercher à convaincre le Nord par un faux « consensus ».

C'est donc une toute autre méthode que je proposerai pour avancer dans des réponses possibles (« réalistes ») et efficaces s'inscrivant sur la route du progrès. Sans doute la conviction socialiste de certains (dont moi-même) n'est-elle pas l'objet de notre discussion ici. Dans mon livre « *Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise* » j'exprime mon point de vue (et sans doute celui d'autres), mais n'en fait pas la « frontière » (20) qui nous séparerait des alliés dans nos luttes communes.

L'alternative consistera à donner la possibilité aux pays du Sud non pas de polémiquer contre le Nord mais d'avancer ensemble de leur côté, loin de la recherche d'une solution « de consensus global » acceptable par le Nord. Tel est l'objectif de notre proposition alternative.

Pour un projet alternatif de réponse du Sud à la crise

Les pays du Sud peuvent faire avancer leurs réponses à la crise par leurs propres moyens, sans s'inquiéter trop des réactions du Nord aux mesures qu'ils seront amenés à prendre soit à leurs niveaux nationaux, soit autant que possible à ceux de leurs regroupement régionaux (existants et à venir) et à leur niveau global (le « Bandung 2 », ou mieux la « Tricontinentale 2 »).

L'objet d'un rapport alternatif sera de formuler d'une manière précise des propositions allant dans ce sens. Il existe fort heureusement un bon nombre d'études critiques de grande qualité qui constituent un excellent stock de références de départ pour cet exercice. Je citerai entre autres le rapport récent de la CNUCED en avril 2009 (21), largement supérieur aux rapports du G7 et à celui de la commission présidée par Stiglitz, les travaux de Jacques Berthelot et ceux de Via Campesina, beaucoup des documents discutés à l'Assemblée du Forum Mondial des Alternatives d'Octobre 2008, ou produits à sa suite.

Ces propositions s'inscrivent dans l'idée de fond et de base que dans un horizon stratégique possible et visible le « Sud » peut se passer du « Nord », tandis que l'inverse n'est pas vrai.

Le Nord – tel qu'il est (et il n'imagine pas d'alternative) – ne peut pas survivre sans renforcer le pillage des ressources du Sud – ressources naturelles, pétrole et gaz, produits miniers, sols agricoles, main d'œuvre à bon marché. Donc aggraver et non atténuer le développement inégal, annihiler les espoirs des pays « émergents », détruire encore davantage les pays "marginalisés".

Le Sud est désormais équipé pour réduire l'efficacité des moyens par lesquels le Nord exerce sa domination, voire en annihiler la portée. Il peut récupérer le contrôle de ses ressources naturelles, développer par lui-même les technologies les plus avancées et les mettre au service de son développement, il peut organiser ses rapports financiers à côté sinon tout à fait hors du

système global, il peut réduire la menace d'agressions militaires, qui constitue en dernier ressort le seul moyen – barbare et criminel – de le maintenir dans la dépendance. Celle-ci peut paraître pesante à court terme. Mais une stratégie de développement renforcée par l'intensification des formes adéquates de coopérations Sud - Sud peut en réduire progressivement – et même rapidement – les effets destructeurs.

L'économie est toujours politique. Et la politique est toujours nationale et internationale. Au premier de ces plans le rapport devra donc considérer (pour être sérieux) l'articulation entre les conflits d'intérêts sociaux au sein des sociétés du Sud et la formulation des alternatives de développement. Au second de ces plans il devra prendre en compte les exigences de la construction de convergences politiques communes obligeant la triade à reculer, voire à renoncer à son projet de guerre permanente pour le contrôle militaire de la Planète.

Les formes et étapes de la réalisation de ce projet restent encore à discuter.

(i) Le FMA et le FTM doivent être les initiateurs du projet et mettre en place à cet effet une commission chargée de rédiger le rapport (un an, une vingtaine de membres soigneusement choisis ?)

(ii) Le rapport final de cette commission doit être largement diffusé auprès des forces politiques intéressées et porté à la connaissance des gouvernements du Sud.

(iii) Dans l'hypothèse de succès de l'entreprise on pourrait imaginer une suite donnée au projet par la constitution d'un groupe « officiel », opérant par exemple dans le cadre du Secrétariat du NAM (Mouvement des Non Alignés) ou du groupe 77 + Chine de l'ONU. Il serait souhaitable que la Présidence du groupe soit confiée à une personnalité politique respectée, comme par exemple Nelson Mandela.

Références

1 Jacques Andreani, *Le Piège, Helsinki et la chute du communisme*; Odile Jacob, Paris 2005

2 Mathis Wackernagel et William Rees, *Notre empreinte écologique*; Ecosociété, Montréal, 1999

3 Elmar Altvater, *The plagues of capitalism, energy crisis, climate collapse, hunger and financial Instabilities*, papier présenté au FMA, Caracas 2008

4 François Houtart, *L'agroénergie, solution pour le climat ou sortie de crise pour le capital?*; Couleur Livres, Charleroi 2009

5 Aurélien Bontaud et Natacha Gondran, *L'empreinte écologique*; La Découverte, Paris 2009

Les auteurs font la distinction entre l'écologie authentique et sa récupération marchande (la "soutenabilité faible").

6 Giovanni Arrighi, *The long XXth century*; Verso, London, 1994

Giovanni Arrighi, *Adam Smith in Beijing*

Le concept d'accumulation par dépossession, introduit par Arrighi, comme celui d'"accumulation primitive permanente" que je proposais, caractérise le capitalisme historique,

européen d'origine, par opposition à l'autre voie de développement vers le capitalisme, inaugurée par la Chine des Sung et des Mings. (Correspondance Arrighi/Amin).

Voir également, Samir Amin, *Sur la crise*, op cit chap 2 et 3.

7 Référence aux travaux de Samir Amin, Sam Moyo, Archie Mafeje et autres dans :

Samir Amin, *Sur la crise*, op cit chap 5.

8 Joseph Stiglitz, *Un autre monde, contre le fanatisme des marchés*; Livre de poche, Paris 2009.

9 Giovanni Arrighi *The long XXth century*, op cit

10 Les documents de l' ONU en question ici sont publiés sur les sites de l'organisation

11 Samir Amin, *L'Empire du Chaos*, Harmattan 1991

Samir Amin, *L'hégémonie des Etats-Unis et l'effacement du projet européen*; Harmattan 2000

12 Samir Amin, *Aid, for what development*; contribution dans le livre publié en anglais par Fahamu (en cours de publication, 2009)

13 Samir Amin, Is Africa really marginalized?, in, Helen Lauer (ed), *History and philosophy of sciences*; Hope Pub, Ibadan, 2003.

14 Nkolo Foe, *Le post modernisme et le nouvel esprit du capitalisme, Sur une philosophie globale d' Empire*; Codesria, Dakar 2009

Samir Amin, *Modernité, religion, démocratie, critique des culturalisme*; Parangon 2008

Samir Amin, *Sur la crise*, op cit, chap 2 et 3.

Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, La Fabrique 2008.

15 Samir Amin, *Beyond liberal Globalization*; Monthly Review, NY, dec 2006

16 Je fais ici référence à l'ouvrage "classique" de Rostov (*Les étapes de la croissance*, 1960)

Ma thèse sur l'accumulation à l'échelle mondiale (première rédaction, 1957) s'inscrivait avant la lettre contre la vision linéaire de Rostov.

17 Jacques Berthelot, contributions diverse, sites web de l'auteur

Via Campesina, publications diverses

18 *Sortir de la crise globale*, ed Jean Marie Harribey et Dominique Plihon; La découverte

19 Le cercle des économistes, *Fin de monde ou sortie de la crise*, ed Pierre Dockès; Perin 2009.

Christian Saint Etienne, *La fin de l'euro*; Ed Bourin, 2009

20 Samir Amin, *Sur la crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*; Le Temps des Cerises 2009

21 CNUCED, Avril 2009, site de l'organisation